

LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.

Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.

Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Adresser tout ce qui concerne la partie littéraire et artistique

à M. PAUL DALLOZ, directeur.

BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, ou 13, QUAI VOLTAIRE

14^e Année. N^o 703. — 1^{er} Oct. 1870.

DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement (en accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Adresser tout ce qui concerne les abonnements et l'administration à M. BOURDILLIAT, administrateur.

SOMMAIRE

ÉPÎGRAMME : Courrier de Paris, par Charles Yriarte. — Bulletin de la guerre. — Notes trouvées aux Tuileries. — La mitrailleuse de M. de Voltaire. — La bibliothèque de Strasbourg. — Souvenirs de l'invasion, par Lorédan Larchey. — Paris d'hier, Paris d'aujourd'hui. — Vieux

papiers. — Théâtres, par Charles Monselet. — Chronique musicale, par Albert de Lasalle.

GRAVURES : La place Saint-Pierre et les aérostats servant aux communications avec l'extérieur. — Arrivée de M. Jules Favre au château de Ferrières. — Episode de la bataille de Châtillon. — Le vicaire et des habitants de Meudon, assaillis par les ennemis au moment où il

fait ramasser les morts. — Incendie d'un dépôt de pétrole aux Buttes-Chaumont. — Engagements volontaires sur la place des Terreaux à Lyon. — Combat de Villejuif. — Les blessés de la bataille de Châtillon. — Les fuyards de la bataille de Châtillon. — Essai au port Saint-Nicolas de pompes à incendie. — Etablissement d'une redoute au rond-point de Courbevoie. — Les rues de Paris dessins de Crafty.



LA DÉFENSE DE PARIS. — La place Saint-Pierre et les ballons-poste servant aux communications à l'extérieur. — (Dessin de M. Morin.)

COURRIER DE PARIS

La dernière excursion qu'il nous a été donné de faire date déjà de quelques jours; aujourd'hui les consignes les plus sévères nous confinent dans l'enceinte, et c'est à peine s'il nous est permis désormais de stationner sur la route des remparts intérieurs.

Nous nous sommes engagés dans l'avenue de la Grande-Armée et nous avons pu, à grand-peine, parvenir jusqu'à Courbevoie.

Cette avenue de la Grande-Armée ou de Neuilly offre déjà un désolant spectacle; à peine çà et là une boutique entrouverte, un volet entrebâillé, quelque industriel hasardeux qui profite des derniers moments pour épuiser un fonds de provisions. Tout est abandonné, tout est désert.

Commerçants, habitants, propriétaires, tous se sont repliés sur Paris, et de temps en temps un pauvre ménage qui ne s'est résigné à fuir qu'au dernier moment, pousse devant lui, sur une charrette branlante, un mobilier misérable, quelques matelas où se confondent les objets les plus hétérogènes; un enfant suit, une cage à la main, la femme pousse à la roue, et l'homme plie sous le harnais.

La route elle-même est devenue un camp. Les tentes coniques de l'artillerie l'occupent dans toute sa longueur, et, à mesure qu'on avance vers le pont, les troupes sont formées, les canons sont prêts; les chevaux harnachés n'attendent plus que le signal, comme si de ce côté on redoutait toujours une attaque.

L'entrée du pont, à la hauteur de l'avenue de Longchamps, est coupée par une double barricade obliquement disposée, formée de pavés avec glacis de sable et sacs de terre au sommet. Les rampes du pont menant aux berges de la Seine sont fortement défendues par des assises de pierres de taille dont les jointements forment barbacane, et, en face des îles de Neuilly si vertes, si riantes, des palissades défendent l'approche de la berge et gardent l'entrée du parc.

C'est à grand-peine que nous franchissons le pont lui-même sévèrement gardé, mais donnant cependant encore accès à quelques habitants de Suresnes, de Puteaux et de Courbevoie, qui savent ce qu'ils peuvent du désastre.

Arrêté au milieu du pont, ayant en face de nous le rond-point de Courbevoie, où s'élevait la statue de l'empereur, nous avons à notre droite les îles de Neuilly, et à notre gauche Puteaux, Suresnes avec Saint-Cloud à l'horizon.

À droite, le pont de la Grande-Jatte est détruit, les débris gisent sur la pile brisée à sa naissance, et le grand arc de fer se dresse comme une œuvre inachevée; ce côté-là nous appartient encore et tout est tranquille.

À gauche, l'ennemi règne, éloigné cependant par les feux du mont Valérien qui commandent les routes et la Seine, mais les quais sont déserts; de temps en temps passe du côté de Puteaux une escouade de francs-tireurs ou un éclaireur de la Seine au col rouge.

Le pont de Suresnes, qui unit le bois de Boulogne au village de ce nom, n'a plus que sa grande pile du milieu qui est restée intacte, mais le tablier a sauté, et, à l'horizon extrême, le pont de Saint-Cloud, massif et indestructible, ne joint plus Boulogne; les premières piles minées sont retombées en éclats dans le lit du fleuve et forment une tache sur l'eau qui miroite.

Les coteaux qui dominent appartiennent à l'ennemi, qui travaille nuit et jour sous ces bois pleins d'ombre où nous nous promenions il y a quelques jours à peine; ils accomplissent une œuvre patiente et forte qui aura pour résultat de nous enfermer dans une ceinture de feu.

**

Puis nous nous dirigeons droit devant nous, sur la route grise de Courbevoie; là, c'est le désert absolu,

tous les volets sont fermés, pas un habitant n'apparaît; quelques cavaliers se découpent sur l'horizon, ce sont des éclaireurs. Nous avançons jusqu'au rond-point qui domine la ligne de Paris à Versailles, et nous voici au piédestal de la statue.

La statue a été renversée, les fautes du neveu n'ont pas protégé la mémoire de l'oncle; le légendaire Napoléon à la redingote grise, celui que les soixante chevaux des ennemis alliés avaient tenté de renverser de son glorieux piédestal de la colonne Vendôme en 1815, git honteusement dans l'herbe, et le peuple envahi a brisé l'image de celui qui fut son idole, ce colosse historique chanté par tous nos poètes et glorifié par tous nos historiens.

À côté de la légende glorieuse et du malheur plein de compassion du chef de la dynastie, voici se dresser dans l'histoire la légende sourde et ténébreuse du neveu, presque aussi étrange que la première, où le destin semble avoir eu une si grande part, qu'on se demande aujourd'hui s'il est possible à un seul homme d'avoir fait tant de mal, et d'avoir préparé, à lui seul, à un grand pays comme le nôtre, d'aussi épouvantables désastres.

Quelques historiens, regardés comme des ennemis implacables (Lanfrey entre autres, le plus énergique de tous) avaient tenté, les documents à la main, de renverser l'idole de Bonaparte, d'arracher l'aurole que le peuple français s'obstinait à mettre au front de ce monstre de génie, qui fut grand comme un Dieu tant qu'il servit la France républicaine, comme général des armées d'Italie, mais qui peu à peu, en grandissant, fut pris d'une sorte d'ivresse militaire, chevaucha à travers l'Europe, refaisant la carte du monde, détrônant les rois, dispersant les peuples, ravageant les pays fertiles, forçant les souverains de droit divin à plier le genou devant un aventurier de génie.

Et nous étions aussi, depuis vingt ans, depuis le jour où notre esprit s'est ouvert à la méditation, à la pensée, aux spéculations philosophiques, toute une race de jeunes hommes qui protestions sans cesse devant ces écarts de l'imagination et cette déviation du sens moral qui faisaient un dieu de ce mangeur d'hommes, et qui posèrent comme idéal à l'esprit humain, ces hécatombes sanglantes, ces agrandissements de territoires, ce rayonnement d'une nation obtenu dans le sang, dans les larmes, cette gloire immense faite de déprédations et de deuils.

Les cris de victoire ne nous ont jamais empêchés, dans cette fulgurante histoire de l'empire, d'entendre les cris des mourants, les plaintes des blessés, les sanglots des mères. Nous avons toujours cru et nous croyons encore fermement que la mission de la France n'est ni la lutte sur les champs de bataille, ni le triomphe à main armée; son but est plus noble, et dans l'humanité sa fonction est plus sacrée.

Courbés comme nous le sommes sous la main du malheur, le genou du vainqueur sur la poitrine et les poignards de tous ces peuples allemands, nus, dressés sur notre gorge, nous ne nous reconnaissons point vaincus.

De nous, ils auront tout, ces Allemands, le sang, la terre, le ciel, nos beaux pays de l'Est, si français, si généreux, si patriotiques. Ils camperont dans notre Versailles, ils attaqueront notre Paris; mais ils n'auront pas notre âme immortelle, notre souffle généreux et notre âme ardente.

Ces mathématiciens habiles, ces stratégestes supérieurs, ces soldats inconscients qui s'avancent impitoyables, serrant leurs rangs quand les hommes tombent, braves, comme des murs, mais braves d'une bravoure mécanique et sans enthousiasme, et qui nous reprochent notre ardeur comme une faute et notre esprit chevaleresque comme une duperie, pourront demander que la France soit à jamais rayée de la carte du monde. Il existera encore un Paris idéal, une terre flottante, une France légendaire où se réfugiera l'âme frémissante de la patrie française; et un jour, cette France renaitra, puissante, grande et forte, non plus par le poids des armes, mais par l'expansion des idées, la prépondérance du génie, la supériorité de ses penseurs, de ses savants et de ses artistes.

Oui, nous sommes des êtres légers; oui, nous sommes des êtres futiles et inconsidérés; oui, nous

avons des défauts, des passions et des vices; mais entre tous les peuples nous sommes les plus humains, et l'adversité des autres, les malheurs des voisins, nous les ressentons comme les nôtres propres.

Il a fallu qu'un homme qui n'avait rien d'un Français, ni l'esprit, ni le cœur, ni le sens, ni même la nationalité, régnât vingt ans sur la France et usât du pouvoir personnel, pour ne pas courir au secours du Danemark, au secours de l'Autriche, comme c'était et notre politique, et notre mission et le cri de notre cœur.

L'Angleterre, prudente et égoïste, nous regarde succomber; elle portera un jour la peine de cet énorme forfait; la Prusse, agrandie vers le nord comme elle veut s'agrandir vers le sud, courra sus à ses vaisseaux dans les mers, et il ne suffira plus aux trois royaumes unis d'être une île à l'ancre dans l'Océan pour échapper à toute préoccupation politique; elle sentira, elle aussi, le poids de la botte brutale des soldats prussiens, et peut être alors, ranimés, revenus à la vie, ayant repris nos forces, serons-nous encore assez dupes, assez généreux et assez imprudents pour courir au secours de nos anciens alliés de Crimée.

**

Voilà les réflexions que nous ont suggérées la statue de l'empereur Napoléon I^{er}, fauchée par une révolution et gisant dans l'herbe. Maintenant, continuons notre promenade et jetons les yeux sur l'horizon qui s'étend devant nous.

À notre gauche, nous avons le Mont-Valérien qui domine la plaine de Fougères; à notre droite, les coteaux de Montesson, Argenteuil, Sannois et ses moulins; la ligne ferrée est à nos pieds, et une vaste plaine devant s'étend nous jusqu'à la Seine.

Les francs-tireurs disposés en petits groupes occupent les maisonnettes où les Parisiens viennent le dimanche se donner l'illusion de la campagne, aussi loin que notre lorgnette peut porter, la plaine est solitaire; la vie s'est retirée de ce pays-là, il est gardé par la Seine, mais de l'autre côté de la rivière on ne se risquerait point sans danger.

Tandis que nous interrogeons l'horizon, nous voyons un groupe de francs-tireurs s'avancer vers deux individus qui sortent d'une touffe de bois; ce sont deux promeneurs de bonne mine, vêtus avec élégance; on les amène devant un officier, ils déclarent qu'ils sont sujets anglais, qu'ils ont été surpris par la rupture des communications, et qu'ils sont entièrement décidés à sortir de Paris et à franchir les lignes de l'armée prussienne.

Voilà une résolution qui ne manque pas d'énergie, une détermination qui est bien originale. On a beau observer aux insulaires que leur caractère neutre et leur nationalité ne les mettront pas à l'abri des balles des vedettes ennemies et du sabre des uhlans, ils persistent dans leur intention.

On les amène jusqu'au point où nous sommes, nous leur représentons le danger qu'ils courent, ils se laissent persuader, et nous revenons ensemble jusqu'au pont de Neuilly.

Nous leur donnons le conseil de s'adresser au chargé d'affaires anglais. Si Paris subit un bombardement, il est évident qu'il sera fait une sommation, puisque M. Woodhouse pour l'Angleterre, M. Cerutti pour l'Italie, M. Washburne pour les États-Unis, M. de Beyens pour la Belgique, monsieur Chigi pour les États-Romains, M. Kern pour la Suisse, et quelques autres diplomates représentent encore leur pays dans la capitale.

Il est dans les lois de la guerre que chacun de ces représentants des puissances, sommé par l'ennemi de sortir de la ville assiégée, puisse emmener ses nationaux; il sera donc loisible aux insulaires de suivre le pavillon anglais protégé par le signe du parlementaire.

On nous raconte que les ministres et chargés d'affaires sont assiégés de demandes. M^{me} Rosini, qui s'est laissé surprendre à Paris, s'est présentée le matin même à la légation d'Italie et s'entretient avec une vive inquiétude des moyens de transport, de la garantie qu'il y a pour elle de continuer confortablement le long de la route, de se nourrir délicatement, comme s'il s'agissait en

grave occurrence de ne renoncer à aucune des habitudes de confort de sa vie ordinaire.

Nous voici rentrés dans Neuilly, nous sommes à droite dans cette admirable avenue de Saint-James qui longe le bois de Boulogne; toutes ces charmantes villas sont désertes; quelques rares artilleurs chargés de mettre le feu aux bois à l'approche de l'ennemi, errent dans le bois de Boulogne abandonné.

L'avenue de la porte Maillot, qui longe le jardin d'acclimatation, est déserte; aussi les gardes mobiles sont logés dans les jolis hôtels frais encore, habités élégamment, et à l'entrée même du bois, devant le restaurateur Gilet, est dressé un camp en avant de la fortification où on a fait une énorme trouée avec la hache.

Un général de division passe, suivi de son état-major; c'est le général Ducrot, qui commande le 14^e corps; il est installé dans ce restaurant Gilet où on faisait joyeusement, il y a un mois et demi, les noces et festins.

Nous franchissons la fortification qui montre ses palissades, ses barricades, ses chevaux de frise; les glacis sont hérissés de piquets, et, pour prévenir un assaut, des filets destinés à faire chanceler dans leurs mailles les pieds de ceux qui s'y risqueraient, sont tendus comme des lacs d'oiseleur et ajoutent à la sérieuse de la défense.

C'est un va-et-vient continuel de troupes, de convois d'artillerie, d'arrivées de munitions, un incessant défilé des plus pittoresques. Paris est entièrement transformé en ville forte, la défense domine toute préoccupation, la vie est suspendue, et nous revenons de cette excursion fortifiés dans la confiance et préparés mieux que jamais à une défense héroïque.

La conversation que notre ministre des affaires étrangères vient d'avoir, au château de Ferrières, avec le chancelier de la Confédération du Nord, n'est que la réédition de celle que le roi et le comte de Bismark ont eue, dès le jeudi 15, au quartier-général de Meaux avec l'envoyé du gouvernement anglais. Cette conversation, par des circonstances fortuites, nous l'avons connue le samedi 17, à deux heures; nous avons cru de notre devoir de la communiquer l'instant même au général Trochu; le soir du même jour, nous la transmettions au ministre de l'intérieur en l'avertissant que dès le lendemain toutes mesures seraient prises pour couper nos courriers et nous isoler de la France et du monde entier. Chacun des points s'est réalisé avec une exactitude implacable.

Il n'y a plus d'illusions à se faire, la Prusse poursuit un but auquel elle aspire de longue main: elle veut réunir à la Confédération du Nord des provinces qui lui paraissent nécessaires, indispensables pour sa grande constitution définitive; et ces mêmes provinces sont si profondément françaises, si attachées à nos institutions, si imprégnées de notre civilisation, et tellement inféodées à nous, qu'elles donnent en ce moment au monde entier un spectacle sublime, un des plus beaux exemples de résistance que l'histoire puisse enregistrer.

Un point machiavélique — une intention effroyablement perfide — indiqué par le chancelier dans son entretien avec l'agent anglais, n'apparaît cependant pas dans ce que nous savons officiellement de la relation de M. Jules Favre, et c'est celui sur lequel nous voulons appeler l'attention de nos lecteurs.

M. de Bismark compte qu'il n'aura pas besoin de faire le siège de Paris pour y entrer en vainqueur; il croit fermement qu'après quinze jours de cet isolement, de cette incommunication de la plus grande ville du monde, les portes doivent fatalement s'ouvrir d'elles-mêmes, et il développe, avec une certaine complaisance, les raisons qui amèneront la reddition de la place.

Dans les circonstances effroyables où nous vivons depuis un mois et demi, c'est par les journaux anglais, belges ou allemands que nous avons connu les différents épisodes de notre désastreuse campagne; c'est par les dépêches d'origine prussienne et d'origine anglaise que nous avons su les victoires de nos ennemis, les engagements de nos troupes, leur situation, leurs marches, la résistance de nos places fortes, les décisions des cours étrangers. Peu à peu nous avons été amenés à mettre notre espoir dans nos provinces; nous tendions l'oreille du côté de Lyon et de Marseille, nous regardions vers la Loire, et, forcés d'éloigner nos familles d'un centre menacé, et où leur présence, en compliquant la défense, ne pouvait qu'augmenter nos craintes et affaiblir notre courage, nous restions encore en communication avec le monde, avec la France, et par elle avec ce qui nous tient au cœur, ce qui est la chair de notre chair, le sang de notre sang.

Aujourd'hui Paris est isolé comme une île. Que dit l'Angleterre? Que pense la Russie? L'Amérique s'émeut-elle? L'Autriche a-t-elle cessé ses armements? Le meeting réuni avant-hier à Trafalgar Square a-t-il eu une action sur la diplomatie anglaise?

Que fait l'armée de Bazaine sous Metz? Il y a quelques jours à peine, par une voie inouïe, extrême, providentielle, par un aérostat, nous avons pu savoir ce que devenaient ces cent mille vaillants conduits par un grand général.

Ce dernier espoir d'information, si frêle, si fortuit, nous l'avons perdu.

Nous ne savons même plus ce que font nos ennemis cachés sous les bois, opérant sûrement, patiemment, avec l'industrie qui leur est particulière, et s'établissant fortement pour un long investissement. Et notre Gouvernement de Tours, nos villes sœurs, que font-elles? Que font enfin nos familles errantes?

Voilà l'émotion poignante, le silence fécond en découragement sur lequel compte M. de Bismark. Nous avons assisté à un siège et nous savons à quoi nous en tenir sur l'inquiétude fiévreuse qui résulte de cet isolement: il faut une certaine fermeté, l'équilibre bien établi des facultés morales, pour y résister.

Ces trois cent mille hommes en armes, dit le chancelier, ont besoin de dépenser leurs forces, leur expansion: il leur faut des sorties, des assauts, des combats de rempart, une soupape par laquelle s'échappe leur enthousiasme, une cible sur laquelle ils tirent afin de rester en haleine. Refusons-leur tout cela: que l'ennemi, innombrable autour d'eux, mais invisible, les étourdisse sans qu'ils puissent jamais l'atteindre; que nos soixante mille cavaliers, au pied de nos positions fortement assurées et de nos batteries muettes, bien assis sur leurs selles, passent et repassent incessamment dans une immense circonférence et empêchent tout courrier isolé, tout espion, tout fuyard de sortir du cercle fatal; et nous sommes sûrs qu'après quelques jours de ce régime odieux, fatal, inéluctable, les Parisiens, dévorés de passions politiques, divisés d'opinions, empoisonnés par de mauvaises doctrines, ayant oublié les grands sentiments de patriotisme, seront à eux-mêmes leur propre aliment, retourneront contre eux les armes qu'ils ont préparées contre l'étranger. Alors, dans l'effroyable désordre d'une guerre civile, ils nous livreront les postes déserts; et les forts, toujours fidèlement gardés, mais épouvantés du bruit de ces luttes intestines qui leur révéleront, dans le cœur même de la capitale, un danger plus cruel que celui qu'ils redoutent en face d'eux, tomberont fatalement sous nos coups.

Sans doute nous ne pouvons pas espérer d'affamer Paris: nous savons que la capitale est largement approvisionnée; mais nous sommes sûrs de l'explosion, et nous l'attendrons patiemment.

Songez-y; nous ne pouvons plus rien perdre, puisque nous sommes tous ruinés, que nos familles errent à l'aventure ou sont là avec nous, partageant nos dangers et soumis au sort cruel que M. de Bismark nous réserve si nous ne voulons pas être lâches; et, dans cette colossale partie, nous pouvons

gagner l'honneur, qui est sain et sauf encore, mais qui ne serait qu'un vain mot, qu'un patrimoine dispersé, si nous tournions nos armes contre nous-mêmes, sous prétexte de passions politiques, de dissensions civiles, d'appétits de désordre et d'aspirations égoïstes.

C'est surtout aux chefs du parti avancé que nous tendons fraternellement la main; ils étaient pour la résistance à outrance et grondaient à la seule pensée de voir le gouvernement de la défense nationale faire des concessions à nos vainqueurs. Qu'ils se rassurent: si jamais nous avions été tentés de nous abaisser, l'ambition germanique nous aurait rappelés au sentiment de l'honneur; il nous faut puiser une nouvelle force dans cette nouvelle injure, et nous n'avons plus qu'à mourir glorieusement.

Metz et Strasbourg ont été sublimes; que Paris, par son patriotisme, s'élève à la hauteur de ces deux villes, françaises entre toutes, et qui, si elles meurent, mourront du moins françaises.

Voilà l'horrible plan de M. de Bismark; c'est à nous de le déjouer.

Il reste encore, Dieu merci, des âmes droites, des cœurs enflammés de l'amour de la patrie, qui feront échouer cette machination perverse. Les Parisiens sont légers, mobiles; ils n'ont ni la conscience du danger ni la dignité de la situation; mais sous ces dehors que l'étranger blâme tant et à bon droit, il y a un cœur chaud et capable de grands sentiments.

Donc, au nom de la patrie en deuil, au nom de l'honneur national, nous crions à tous «concorde! union! patience et abnégation!»

Que tous les partis abdiquent, que toutes les haines désarment, que les rancunes s'apaisent. C'est un devoir sacré. Le monde entier nous regarde; et Paris, en se déshonorant par la discorde, déshonorerait la France et la perdrait aux yeux du monde postérité.

Soyons graves, soyons sérieux et recueillis. Sachons donc souffrir fraternellement unis, sachons attendre dans une digne attitude, je ne sais quel événement providentiel, quelque fait imprévu, un retour subit de la fortune, une intervention d'en haut qui secourra nos patriotiques efforts, qui seront incessants, et surtout ne désespérons pas de la France; car elle a son étoile, sa mission dans l'humanité, et Dieu est là-haut pour nous tous.

M. de Bismark peut beaucoup; mais il est deux choses qui sont hors de son pouvoir: la première, de faire des Strasbourgeois, des Prussiens de cœur; la seconde, de nous rendre bonapartistes.

Les chants qu'on entend quand l'ennemi ceint nos murs sont aussi une note discordante, et ces accents déchirent le cœur; ces images grossières qu'on voit exposées à nos carrefours offensent nos yeux; les railleries de mauvais goût, les forfanteries persistantes de quelques feuilles incorrigibles doivent être à jamais bannies. Que ceux qui ont le cœur léger quand la France saigne se livrent à huis clos à leur joie honteuse, et surtout que ces horribles filles qui sillonnent encore nos boulevards renoncent à leur épouvantable industrie et ne parent point leur impudique poitrine de la médaille de la République. C'est une insulte à notre deuil, et on peut toujours craindre que ces prostituées ne soient prêtes à sourire aux vainqueurs, si jamais ils doivent fouler l'asphalte de nos boulevards.

Comment le cœur ne saignerait-il pas en voyant que justement à l'heure où nous écrivons, un comité privé élève un Etat dans l'Etat, rend des décrets, prend des décisions, se sépare du gouvernement et appelle la population au scrutin, lorsque le gouvernement de la défense nationale, considérant que la France est envahie, a décidé d'ajourner ces élections?

Ayons donc toujours présent à l'esprit que de telles dissensions valent pour M. de Bismark une armée auxiliaire, et encore une fois, soyons unis si nous voulons vaincre.

CHARLES YRIARTE.

LE BULLETIN DE LA GUERRE

L'investissement de Paris s'achevait.

Les grandes masses de l'armée prussienne se concentraient à Versailles, où le roi Guillaume intronisait son quartier-général et où M. de Moltke a établi un immense camp retranché.

Les troupes du général de Falkestein s'échelonnaient au midi, depuis Sceaux jusqu'à Choisy-le-Roi, pendant qu'une autre armée allemande tenait

à l'est et au nord les hauteurs et les bois de Montfermeil, de Gonesse, de Montmorency et de Sannois.

De tous côtés, la série de collines qui forme la couronne suburbaine de Paris était couronnée d'uniformes sombres et de casques à pointe.

La grande ville était bloquée. Stoïque, elle attendait le bombardement.

Encore quelques jours, et les bombes et les obus allaient pleuvoir sur ses palais, ses monuments, ses quartiers aristocratiques, ses riches industrielles.

L'épée de Damoclès-Guillaume était suspendue sur sa tête.

En ce moment suprême, Jules Favre crut qu'il était de son devoir d'aller au quartier-général des armées ennemies; il y alla.

Pris au cœur de cette immense pitié qui, dans les crises nationales, inspire les grands courages, notre ministre des affaires étrangères résolut d'affronter seul les insolences du vainqueur. Il ne recula pas devant l'humiliation que devait faire subir M. de Bismark à son patriotisme. Le vice-président du Gouvernement de la défense nationale, prenant



LA GUERRE. — Arrivée de M. Jules Favre au château de Ferrières, quartier général du roi de Prusse. — (Dessin de M. H. Clerget.)

lui seul toute la responsabilité de sa démarche, essaya d'arrêter à son dénouement cette guerre terrible qui menaçait l'existence de deux peuples conviés par la civilisation à des efforts communs dans la voie du progrès humanitaire.

Jules Favre eut une première entrevue avec M. de Bismark, près de Meaux, au château de la Haute-Maison; une seconde, le lendemain, le 20 septembre, à Ferrières, la demeure princière de M. de Rothschild. Dans les deux entretiens qu'il subit, Jules Favre sentit son cœur torturé par les émotions les plus douloureuses. A des propositions de

paix, le chancelier de la Confédération du Nord ne répondit que par des arrogances que l'enivrement de la victoire ne saurait justifier chez un homme politique. La Prusse demandait le démembrement de la France. Les deux départements du Bas et du Haut-Rhin, une partie de celui de la Moselle, avec Metz, Château-Salins, lui étaient indispensables.

Sa Majesté Prussienne aurait bien consenti à un armistice, mais elle demandait comme garantie l'occupation de Strasbourg, de Toul, de Phalsbourg et celle du Mont-Valérien.

Pourquoi pas Paris tout de suite?

Fidèle à sa devise: *La force prime le droit*, M. de Bismark a fermé l'oreille à toutes les considérations d'humanité, de nationalité, de rationalisme, de paix et de liberté.

Le roi de Prusse et son digne ministre croient tenir soumise et obéissante la victoire dans les sons de leur artillerie. Ils pensent qu'indéfiniment elle se laissera remorquer à la suite de leurs armées se souciant aussi peu de l'indignation de la France que de la pudeur de l'Europe. Ils marchent dans le triomphe que leur ont fait l'imbécillité et la lâcheté de l'empire, comme si leur morgue ne dev. it jamais

La France entière revendique comme sien le dévouement de Jules Favre; de toute sa fierté patriotique elle sanctionne et ses démarches et ses paroles, et elle se réjouit de son courage.

changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la vaincre, vous ne la soumettez pas. La nation entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons un élément de résistance, nous ne nous rendrons pas.

Quand à notre armée, il ne nous reste, disent-ils, que des débris découragés. A ces insolences, le pays répond par la voix de ses représentants.

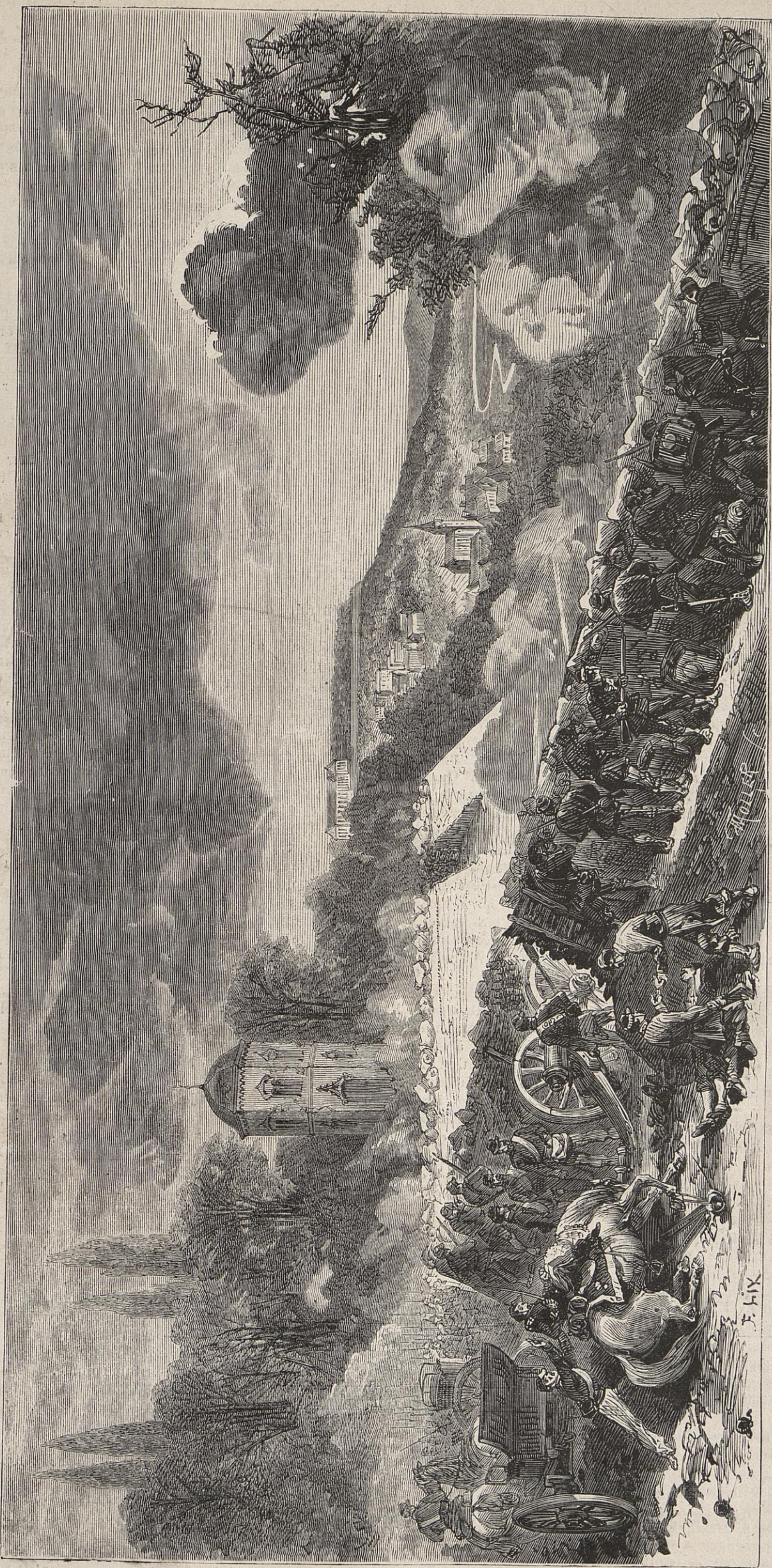
se faire attendre. Ils oublient volontiers qu'ils ont devant eux la nation française et la République en armes.

changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la valnicre, vous ne la soumettez pas. La nation entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons un élément de résistance, nous vous combattrons.... Dieu, qui nous juge, décidera de nos destinées. J'ai foi dans sa justice. »

Quant à notre armée, il ne nous reste, disent-ils, que des débris découragés. A ces insolences, le pays répond par la voix de Jules Favre : « La population de Paris, intelligente, dévouée, incapable de se faire complice de l'ennemi, est résolue aux derniers sacrifices; son héroïsme peut

Ils oublient volontiers qu'ils ont devant eux la nation française et la République en armes. Dans Paris, ils ne voient qu'une populace couvant la guerre civile; dans nos 600,000 mobiles, une agglomération indisciplinée de collégiens dont leur

La France entière revendique comme sien le dévouement de Jules Favre; de toute sa fierté patriotique elle sanctionne et ses démarches et ses paroles, revendiquant pour ce grand politique, qui s'est montré si grand citoyen, l'admiration de l'Europe entière. Grâce au dévouement de notre ministre des af-



LE SIÈGE DE PARIS. — Episode de la bataille de Châtillon. — (Dessin de M. Lix.)

faïres étrangères, nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir sur les intentions de la Prusse. Nous cherchions la paix, nous avons rencontré une volonté inflexible de conquête et de guerre. A nos dispositions pacifiques on répond par une insolence brutale à laquelle la voix seule du canon doit riposter.

La guerre donc, mais la guerre à outrance! Qu'ils sachent donc une fois pour toutes, ces ennemis vantards, ce qu'il en coûte d'envahir la France et de venir braver jusque sous ses murs le peuple, qui saura se rappeler les grands élan républicains de 1792.

Combats de Clamart-Châtillon, d'Aubervilliers, de Villejuif. — Ce peuple que M. de Bismark et son maître se plaisaient à croire endormi dans les éternements du régime impérial, a révéillé depuis le siège sa vaillance dans les différents engagements qui ont eu lieu autour de Paris.

Le 19 septembre, un gros de Prussiens était signa-

lé dans les environs de Clamart. Dès quatre heures et demie, les troupes du 14^e corps d'armée se plaçaient en avant de la redoute qu'on n'avait pas cru devoir ou qu'on n'avait pas eu le temps de mettre en état de défense complète, et en face de laquelle se trouve un bois assez étendu et assez épais. Les batteries ont pris position sur la redoute même. L'ar-

tillerie montée, précédée d'une brigade de cavalerie, s'est avancée pour exécuter sa reconnaissance. Il était environ cinq heures du matin et le jour n'était pas encore venu quand les nôtres ont dirigé leur feu contre le bois. L'ennemi, traqué dans ses retranchements ordinaires, n'a pas d'abord répondu. Nos boulets fouillant toujours le bois, les Prussiens ont ouvert un feu très-vif de mousqueterie. Nos tirailleurs avaient beaucoup de peine à riposter contre ces gens qui se couvraient derrière les arbres. Bientôt les Prussiens, enhardis par la vue de notre petit nombre, sont apparus sur la lisière de la route de Versailles et celle du bois de Verrières. Le combat s'est alors engagé dans la plaine de Vanves, dont notre dessin reproduit l'aspect, et à une lieue et demie environ de Clamart.

Notre plan était de les attirer sur la redoute de Châtillon. Celui des Prussiens, dont les forces augmentaient toujours, était de s'emparer de la butte des Moulins, de nous tourner et de nous envelopper. Le général Ducrot, qui voyait l'ennemi obliquer obstinément à gauche, ordonna au commandant de l'artillerie de lui couper la route et de se porter avec ses soixante pièces sur la butte des Moulins. Autour de cette butte, un combat acharné dura jusqu'à midi, au moment où l'armée prussienne, écrasée par notre artillerie, fut obligée de cesser son feu. Les mitrailleuses avaient fauché de nombreuses lignes prussiennes qui, malgré leurs décharges meurtrières, ne cessaient de se renforcer.

Le général commandant, voyant qu'il allait avoir un combat à soutenir contre des forces quatre fois plus grandes que les siennes, fit sonner la retraite. Elle s'opéra, soutenue par l'artillerie, jusque sous le feu des forts. Les mobiles, qui, placés en tirailleurs, avaient été admirables de courage et de sang-froid, se firent tirer l'oreille pour obéir au clairon qui leur commandait de se replier. Cet excès d'ardeur leur a coûté quelques hommes mis hors de combat. Une partie de l'infanterie, composée de jeunes recrues, a montré moins de solidité. En proie dès le premier obus à une panique regrettable, elle s'est débandée pour se jeter en désordre dans Paris, où elle a sottement répandu pendant quelques heures un pénible étonnement. Quand le résultat de la journée a été définitivement connu, le peuple est bientôt revenu de sa surprise. Il a flétri, comme elle devait l'être, la conduite de ces lâches, louant, comme elle en était digne, l'attitude énergique de ses canonniers sans peur et sans reproche que les mobiles bretons ont si vaillamment secondés.

L'effet moral produit par cette lâche défection

devant l'ennemi a profité à la cause nationale. L'armée, indignée, a pris à cœur de laver dans le sang prussien la tache dont ces fayards avaient sali son uniforme. Elle a juré de faire oublier cette défaillance, et elle tient parole. De son côté, la mobile, voyant en quel mépris sont tenus les déserteurs du devoir, a fait le serment de ne jamais permettre qu'un des siens lui offre le triste spectacle de la défection. Comme leurs frères de l'armée, les gardes mobiles ne failliront pas à leurs promesses patriotiques. Ils savent qu'avec la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, l'Honneur fait aussi partie de la devise républicaine.

Après le combat de Châtillon, le général Renaud a adressé au 3^e bataillon du 20^e régiment de marche cette chaleureuse et digne allocution qui résume la journée :

« Le combat de Châtillon a été un combat glorieux ! Glorieux ! car c'est une incroyable audace que d'avoir osé, avec un corps d'armée improvisé, et presque entièrement fait de recrues, attaquer des forces dix fois supérieures ; glorieux, car il a montré la supériorité de notre artillerie sur celle de l'armée prussienne, — c'est ce que nos derniers désastres nous avaient trop fait oublier ; — glorieux enfin, car l'ennemi n'a pu réussir à entamer nos rangs ni à nous prendre un canon ! Je puis en parler sciemment, car j'y étais, vous le savez, et tenez, voici un brave lieutenant que j'ai vu à mes côtés, ajoute le général en désignant l'officier qui se trouvait le plus près de lui. J'ai la mémoire des physionomies, et quand j'ai vu un homme à mes côtés pendant douze heures au feu, je n'oublie plus ses traits.

« — Nous y étions tous, mon général, s'écrient en chœur les soldats du bataillon.

« — Oui, mes enfants, continue le général Renaud ; vous y étiez, et je vois sur vos fronts que vous avez vaillamment fait votre devoir. Quelques lâches ont fui ! Malédiction sur eux, s'ils ont prétendu que leurs chefs les trahissaient ; c'est leur cœur qui les trahit !

« Vos chefs, aujourd'hui, sont tous dignes de votre confiance ! Quand gronde le canon, écoutez leur voix ! Serrez-vous autour d'eux ; ils vous conduiront à la gloire, ceux-là !

« Parler de soi est mal, et je ne l'aime point ! Mais nos désastres vous ont donné le droit de savoir ce que sont vos généraux. Pour moi, je ne crains point l'investigation. Ma vie ne s'est point passée dans les antichambres, mais au soleil des batailles ! Pas un de mes grades, pas un des honneurs que j'ai reçus qui ne soit le fruit de la guerre !

« Le général Trochu est arrivé comme moi, par

l'épée ; il a débuté sous mes ordres. C'est mon élève, et quel élève ! Nous n'avons jamais su courber le front devant les puissants ! C'est que la conscience du devoir accompli augmente singulièrement l'indépendance du caractère.

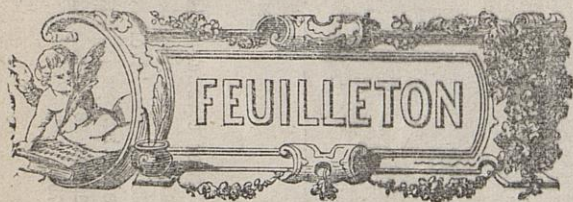
« Les balles ennemies m'ont bien enlevé quelques morceaux, mais les restes en sont bons, et j'espère vivre encore assez pour que les Prussiens l'éprouvent. Messieurs les jeunes, ne faites point de nous rien comme les vieux chênes pour défier l'ouragan.

« Je suis heureux de vous avoir rencontrés, mes amis, et je ne veux point vous quitter sans vous redire encore ma maxime : Discipline sévère, obéissance aveugle, rigueur impitoyable pour les lâches, indulgence pour les bons soldats ! Faisons tous héroïquement notre devoir !

« La patrie attend de nous son salut ! Montrons-nous les dignes fils des vainqueurs d'Éna ! Et puis, soyons les gardiens du bon ordre ! Les ennemis du dedans sont aussi dangereux que les ennemis du dehors ! Courage et confiance ! »

Notre intrépide dessinateur, M. Darjou, a voulu se rendre compte par lui-même des résultats du combat de Clamart-Châtillon. Le lendemain de l'affaire, il partait pour Meudon à la recherche de croquis dont devait profiter le *Monde Illustré*. Arrivé à la cure qui eut jadis l'honneur d'avoir pour titulaire l'immortel Rabelais, notre artiste, en costume de garde national, fit part de son intention au vicaire, qui s'offrit à l'accompagner dans cette expédition qui, pour ne pas être guerrière, n'en offrait pas moins certain danger. Par précaution, on se munit du drapeau blanc des parlementaires et des brassards de la convention de Genève.

On partit à travers bois. Au milieu d'une clairière, nos explorateurs découvrent quelques soldats tombés la veille, les uns adossés contre des troncs d'arbres, dans l'attitude du combat. La tête de ces braves, morts au champ d'honneur, est encore fière, l'œil est menaçant, la lèvre est frémissante ; les membres sont crispés et semblent encore tenir l'arme qui, quelques heures avant, était si solide en leurs mains. Quelques-uns ont encore le bras levé comme s'ils allaient frapper. Là est étendu sur l'herbe verdoyante et au milieu de ces petites-fleurs qui émaillent les prairies, un zouave dont un éclat d'obus a labouré la poitrine. Ici, c'est un blond Allemand encore imberbe, un enfant qui a reçu une balle au milieu du front. M. Darjou et le vicaire de Meudon se préparent à accomplir la tâche dont leurs insignes révèlent le but humanitaire. Ils soulèvent le premier cadavre, lorsqu'une décharge de mousqueterie vient brusquement, et sans sommation pré-



CHANVALLON

HISTOIRE D'UN PASSANT SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE

PAR

CHARLES MONSELET.

(Suite)

La surprise de Bonaparte ne fut pas médiocre.

— Faites entrer, dit-il.

Il alla au-devant de la marquise d'Ermel.

Elle était pâle, et ses traits décelaient une violente agitation.

— Je ne m'attendais pas au plaisir de vous revoir si tôt, madame, dit Bonaparte.

— Excusez la liberté que j'ai osé prendre, général, murmura-t-elle en sentant ses genoux défaillir.

— Remettez-vous, madame, reprit-il en lui avançant un fauteuil.

Et impatient de connaître le motif de sa visite :

— Veuillez me faire savoir ce qui vous amène ?

— Une grâce à vous demander, général....

Bonaparte eut un sourire qui signifiait : *Déjà !*

— Parlez, madame, dit-il.

— On a arrêté hier et incarcéré une personne à laquelle j'ai plusieurs raisons de m'intéresser.

— Du moment que vous vous intéressez à cette personne, elle ne saurait être bien coupable, j'imagine.

— Elle ne l'est pas du tout, général ! s'écria la marquise d'Ermel.

— Alors, sous quel prétexte l'a-t-on arrêtée ?

— Un prétexte, comme vous dites.... quelque chose d'absurde....

— Mais encore ?

— Un prétendu complot, répondit la marquise, dont la voix tremblait.

— Ah ! dit Bonaparte, indifférent en apparence.

— Rien de sérieux ni de probable.

— Un complot.... contre qui ?

— Je l'ignore.... un complot contre le gouvernement, sans doute, comme tous les complots....

La marquise se troublait visiblement.

— Je connais cette affaire, dit Bonaparte ; Fouché vient de m'en instruire à l'instant ; le complot existe réellement : il était dirigé contre moi.

— Contre vous, général ? c'est impossible !

— J'en ai eu la preuve entre les mains.

— Eh bien ! un complot, soit... c'est possible... je ne sais pas... Mais ce qui est certain, c'est qu'on

a enveloppé un innocent parmi les auteurs de ce complot.

— J'en serais surpris, dit Bonaparte ; la police de Fouché se trompe rarement.

— Elle s'est trompée, général, elle s'est trompée, je vous l'affirme... Il ne peut y avoir qu'une erreur ou une méprise... je vous le jure !

— Cette chaleur...

— Est celle qui se doit à tout individu injustement accusé.

Le premier consul garda le silence.

Après quelques réflexions, il dit à la marquise d'Ermel :

— Ainsi, madame, vous répondez de la parfaite innocence de cet individu ?

— J'en répons.

— Sur votre honneur de marquise ?

— J'en répons, répéta-t-elle, haletante d'espoir.

— C'est bien, dit Bonaparte ; je vais vous signer un ordre d'élargissement.

Il prit une plume.

— Où votre protégé est-il détenu ?

— A la Conciergerie.

— Quel est son nom ?

Bonaparte s'attendait à entendre nommer quel que noble, un de ceux dont il venait de parcourir la liste.

Il fut surpris de voir la marquise hériter à cette question, pourtant si naturelle.

— Eh bien ? dit-il.

— Général, balbutia-t-elle, mon protégé est un homme sans nom... c'est-à-dire sans naissance.

table, cass
de leurs t
de tous c
du bois u
l'ordre de
drapeau l
de memb
Prussien
nous rele
Nous les
ture. »
Tudesque
rer nous-
vite ou je
et laisser
moins tro
charrette
petit corté
tâche resta
vu le cha
quis que r
Les Pru
premier co
mière ren
rait pas u
bien le d
mobiles b
prendre, d
nationale
et aux Fro
de leur ap
passé et q
manger la
dans toute
leur ont p
jour d'hu
nous ont p
Le 21 sep
forêt de B
d'Aubervi
étaient em
Bondy. Il
campagne
illerie enr
les forts, il
allemands
et leur tir
ournée. L
ment. Celu
vinrent en
de guerre l
de l'après-
leur ont ap

table, casser les branches qui se trouvent au-dessus de leurs têtes. Surpris, ils se dressent et regardent de tous côtés. A ce moment apparaît sur la lisière du bois un officier qui, en bon français, leur intime l'ordre de s'éloigner. Le vicaire a beau agiter son drapeau blanc, Darjou montre en vain ses insignes de membre de la Société de secours aux blessés, le Prussien ne veut rien entendre. « Mais nous venons relever les morts, s'écrie l'homme de paix. Nous les emportons pour leur donner une sépulture. » — « Allez-vous-en, répond brusquement le Prussien. Les morts, nous saurons bien les enterrer nous-mêmes. Cela ne vous regarde pas. Partez vite ou je commande le feu. » Il fallut bien obéir et laisser là la funèbre besogne. On emporta néanmoins trois cadavres qu'on avait déjà mis sur la charrette qui la veille en avait tant emporté. Le petit cortège tout ému regagna le presbytère. Sa tâche restait inachevée, mais notre dessinateur avait vu le champ de bataille et en rapportait les croquis que nous reproduisons aujourd'hui.

Les Prussiens n'avaient pas été heureux dans le premier combat livré sous nos murs. Dès la première rencontre, ils ont pu juger que Paris ne serait pas un morceau si facile à avaler que voulaient bien le dire leurs généraux. Notre artillerie, nos mobiles bretons et parisiens leur ont fait comprendre, dans le combat de Châtillon, que l'armée nationale ne confiait plus ses destinées aux de Failly et aux Frossard. Les francs-tireurs se sont chargés de leur apprendre que le temps des surprises était passé et qu'on ne nous prenait plus au moment de manger la soupe. Les escarmouches qui ont eu lieu dans toutes les futaies environnant nos fortifications leur ont prouvé que, nous aussi, nous savons aujourd'hui nous cacher sous bois et que leurs leçons nous ont profité.

Le 21 septembre, les Prussiens, cantonnés dans la forêt de Bondy, prenaient position contre les forts d'Aubervilliers et de Noisy. Nos francs-tireurs étaient embusqués dans les maisons du village de Bondy. Ils avaient pratiqué des créneaux sur la campagne et, lorsqu'à deux heures du matin, l'artillerie ennemie envoya ses premiers boulets contre les forts, ils se mirent à tirer. Bien des pointeurs allemands furent couchés par eux sur leurs pièces, et leur tir bien dirigé contribua au succès de cette journée. Le fort d'Aubervilliers résista vigoureusement. Celui de Romainville et celui de Noisy lui firent en aide pour canonner les Prussiens, qui, de guerre lasse, cessèrent leurs feux à quatre heures de l'après-midi. Nos habiles pointeurs de la marine leur ont appris à se tenir désormais à une distance

respectueuse de nos ouvrages avancés. Les Prussiens avaient jugé ce côté Est de nos fortifications comme le plus faible de la place. Aussi depuis plusieurs nuits travaillaient-ils à rapprocher leurs batteries qu'ils avaient postées à 2 000 mètres. Les francs-tireurs surveillaient leurs travaux coup de pioche par coup de pioche. Aussi quand leur canonnade commença, les forts qui l'attendaient ont immédiatement riposté. Leurs boulets rouges brisaient les affûts, démontaient les pièces, tuaient les servants, tandis que leurs obus forçaient l'ennemi à quitter la route de Lille où ils s'étaient avancés. Les Prussiens ont beau opérer la nuit, leurs ruses sont éventées par la lumière électrique qui envoie sur les points suspects des jets lumineux qui éclairent leurs travaux comme en plein jour. Ils croyaient nous surprendre en commençant leur feu à deux heures du matin, mais depuis deux jours on savait au fort d'où partiraient les coups et on connaissait l'endroit sur lequel les marins devaient viser. Les pièces étaient pointées à l'avance. En somme, la journée d'Aubervilliers a été une bonne journée.

Aux combats de Châtillon et d'Aubervilliers a glorieusement succédé la bataille de Villejuif, dont les terribles épisodes ont eu lieu au moulin Saquet et aux Hautes-Bruyères, situés entre Villejuif et Vitry, au sud est de Paris.

Le général Trochu, averti le 12 par les francs-tireurs que de grandes masses de Prussiens s'avançaient pour tenter le passage entre les forts de Bicêtre et d'Ivry, fit partir des boulevards de Vaugirard et d'Arago plusieurs batteries d'artillerie qui rejoignirent, auprès de Villejuif, les troupes du général Vinoy campées en cet endroit.

Depuis quelques jours nous avions abandonné les environs de Villejuif et les deux redoutes avoisinantes, position qui domine tout le quartier de la Maison-Blanche, mais qui est exposée au feu des forts. La redoute des Hautes Bruyères est un ouvrage en terre consolidé par des troncs d'arbres coupés dans les environs. Les bruyères, qui ont pu recouvrir dans le temps les environs, sont aujourd'hui remplacées par une végétation courte et touffue composée de pépinières et d'asperges montées. Le bastion est situé à un quart d'heure de Villejuif et se trouve sur la même ligne que les dernières maisons du village. A partir de là, le terrain descend en pente, pour remonter à deux mille mètres en avant.

Le 23, au matin, une reconnaissance composée de nos francs-tireurs et d'un détachement de chasseurs à pied pousse jusqu'à Villejuif et constate que les Prussiens ont abandonné le village et les re-

doutes où ils s'étaient établis après nous. Nous nous emparons de ces positions. Une heure après notre installation, les troupes allemandes, revenant sur leurs pas, tentent de les reprendre. Ils sont accueillis par une vive fusillade et le feu de l'artillerie qui les forcent à battre en retraite. Ils courent établir leurs batteries sur la hauteur située en face de la redoute. Leur artillerie, vingt-cinq pièces environ, se range en bataille le long et en avant d'un petit mur de pierres. A huit heures, la canonnade s'engage. Boulets et obus se croisent dans l'air. C'est un roulement magnifique. A dix heures, les Prussiens cessent leur feu, criblés par nos batteries de campagne que soutient dignement le tir des forts.

Pris dans un mouvement tournant exécuté par les troupes du corps de Vinoy qui les fauchent sous les décharges des nouvelles mitrailleuses Cail, ils sont poussés sous l'artillerie des forts, qui les décime. Le carnage qu'on en a fait ce jour-là a été tellement épouvantable, qu'un général disait ces jours-ci : « Encore une journée comme celle de Villejuif, et l'armée prussienne est disloquée. » Son importance militaire a été si évidente que, malgré notre modestie commandée par les circonstances, nous n'hésitons pas à donner au combat du 23 septembre le nom de bataille de Villejuif.

Service des ambulances. — Les cacolets. — Dès qu'il eut appris que la bataille était engagée à Villejuif, M. Etienne Arago, maire de Paris, se transporta immédiatement à Montrouge pour organiser sur tout le parcours du chemin de ronde militaire le service des ambulances. Les blessés recueillis sur le champ de bataille et transportés à dos de mulets dans les cacolets qui, de chaque côté, sont assujettis au bât, étaient vivement transportés au couvent des jésuites situé à Vaugirard.

Le cacolet est une espèce de chaise en bois placée sur le côté du bât et à laquelle fait équilibre un autre siège de même forme attaché de l'autre côté du bât. Chaque mulet peut ainsi porter deux blessés assis. Ceux dont les blessures sont plus graves et qui ne pourraient supporter ce genre de locomotion sont transportés dans les voitures de l'ambulance de l'armée, ou bien dans les voitures de chemin de fer que le gouvernement a mises en réquisition pour cet objet. Des locaux parfaitement appropriés sont réservés, pour toute la durée du siège, dans la zone qui s'étend en dedans des fortifications au service sanitaire.

Les ambulances de rempart sont organisées au

— Peu m'importe !

— Son obscurité aurait dû suffire à le préserver de toute dénonciation.

— Encore faut-il que je sache comment il s'appelle !

— Il s'appelle Chanvallon, dit la marquise d'Ermel.

Le premier consul était destiné à marcher d'étonnement en étonnement.

Il rejeta la plume loin de lui, par un mouvement dont il ne fut pas maître.

— Toujours ce nom ! s'écria-t-il ; est-ce une gaure, à la fin ?

— Général..., prononça la marquise sans rien comprendre à cette exclamation.

— Se moque-t-on de moi ? Ai-je affaire à Dugazon ou au mystificateur Musson ? Qu'est-ce que c'est que cet homme qui est partout, qui se trouve à tout ? Assez d'énigmes comme cela !

— Une énigme ! répéta machinalement la marquise en suivant avec inquiétude les gestes de Bonaparte.

— Je veux voir clair dans cette affaire, continua-t-il en se promenant à grands pas.

Puis, s'arrêtant tout à coup devant la marquise :

— Madame, vous avez pu apprécier jusqu'à ce point combien ma discrétion était grande.

— Que voulez-vous dire, général ?

— Mais maintenant j'ai besoin de connaître la vérité, toute la vérité.

— Expliquez-vous.

— Je désire que vous me disiez la nature de vos rapports avec ce M. Chanvallon.

— Je pourrais m'y refuser, général, répondit la marquise offensée.

— Comme vous voudrez.

Elle eut peur, et surmontant un sentiment de dignité :

— L'intérêt que je porte à M. Chanvallon, dit-elle, m'est dicté par la reconnaissance. Il a sauvé mes jours dans des circonstances difficiles, à l'époque de la Terreur.

Bonaparte eut un sourire presque dédaigneux.

— Je comprends, dit-il ; il vous a cachée en se cachant lui-même.

La marquise d'Ermel sentit le trait et répondit en se redressant :

— Il n'y avait alors aucun déshonneur à cela...

Rappelez-vous, général, que votre beau-fils chéri, Eugène de Beauharnais, est demeuré caché pendant le même temps dans la boutique d'un menuisier, à Croissy.

— C'est vrai, dit Bonaparte ; veuillez recevoir mes excuses, madame la marquise... Mais parce que M. Chanvallon a préservé vos jours, cela ne prouve pas qu'il n'ait pas voulu attenter aux miens.

— Je croyais vous avoir répondu de lui, et avoir engagé mon honneur comme garant du sien.

Bonaparte était embarrassé.

Il sortit violemment de cette situation, selon sa coutume.

— Madame la marquise, dit-il, vous me voyez au regret d'être obligé de revenir sur ma première dé-

cision ; mais les intérêts du gouvernement que je représente me le commandent. Il est important que je voie M. Chanvallon.

— Ainsi cet ordre d'élargissement...

— N'est retardé que de vingt-quatre heures, je l'espère.

La marquise soupira, et, rencontrant le dur regard de Bonaparte, elle jugea qu'il était inutile d'insister.

Il la reconduisit jusqu'à la porte de l'appartement.

Une fois seul :

— C'est réellement une jolie femme, pensa-t-il ; il ne faut pas que son veuvage se prolonge plus longtemps... Cela serait injurieux pour mes officiers...

Voyons, cherchons celui que je pourrais bien lui faire épouser... Dumay... Lestang... Sorieu... Non...

Ah ! Lafosse !... Oui, Lafosse !... Il est beau, brave... Capitaine à vingt-six ans, adjudant général à vingt-neuf, général de brigade à trente-deux, cela fera un excellent mari... Je me charge de son avancement...

Mais si elle refuse ?... Il y a dans son regard quelque chose de fier et d'obstiné que j'ai surpris plusieurs fois...

Bonaparte demeura rêveur pendant quelques moments.

Il se frappa le front.

— Bon ! s'écria-t-il, n'ai-je pas le moyen de lui arracher son consentement ? Ce Chanvallon que j'oubliais...

CHARLES MONSELET.

(La suite au prochain numéro.)



LE SIEGE DE PARIS. — Incendie d'un dépôt de pétrole aux buttes Chaumont.



LA PROVINCE. — Engagements volontaires sur la place des Terreaux, à Lyon. — (Dessin de M. Houssot.)



LA GUERRE. — Le vicaire de Meudon assailli par les ennemis au moment où il fait ramasser les morts pour leur donner la sépulture.

nombre de quatre-vingt. Elles contiennent à l'heure qu'il est 30,000 kilogrammes de linge classé: draps, chemises, serviettes, etc.; quatre cents caisses de linge de pansement, charpie, bandes, compresses; trois cents couvertures et six cents paquets de linge non classé. Il y a là de quoi soulager bien des souffrances.

Administration et public rivalisent de zèle pour que nos soldats n'aient à souffrir d'aucune négligence.

Déserteurs. — Si le peuple de Paris est tout charité pour nos défenseurs blessés sur le champ de bataille, il se montre intraitable pour ceux qui devant l'ennemi abandonnent leur poste de combat. Le jour du combat de Châtillon, où quelques apprentis zouaves ont lâchement abandonné le drapeau, les gardes nationaux, prenant sur eux la responsabilité de leurs actes, n'ont pas hésité à arrêter et à conduire aux mairies et de là au quartier général les lâches qui semaient l'alarme dans la grande cité pour excuser leur déplorable conduite. Le gouvernement s'émoussa de cette première défection et fit afficher le soir même un avis qui annonçait l'institution d'une cour martiale chargée de juger ces indignes soldats.

Incendie au parc des Buttes-Chaumont. — Mardi dernier, vers une heure de l'après-midi, un immense nuage noir, qu'on aurait dit renfermer une tempête, s'élevait au-dessus de Paris. L'air était très-calme. Cet immense rideau, qui voilait par moment le soleil, s'étendait pesamment sur les hauteurs du nord, et allait toujours élargissant son immense envergure.

Tous les yeux étonnés, toutes les lorgnettes inquiètes, se tournaient vers cette énorme masse flottante dans l'air, et dont les tons sombres s'illuminaient parfois de sinistres lueurs.

On avait deviné un incendie. Où se trouvait le foyer, et quel en était l'aliment, c'est ce que chacun cherchait à deviner, à comprendre.

Enfin la nouvelle se répandit que des masses de pétrole, déposées dans les bas-fonds du parc des Buttes-Chaumont, étaient en feu, et que de cette combustion provenait cette prodigieuse fumée qui assombrissait l'horizon.

Le feu, allumé on ne sait comment encore, était alimenté par 4,000 tonneaux d'huile essentielle et volatile dont la combustion a pu être instantanée et sans cause étrangère. Ces barriques de pétrole avaient été transportées, et enfouies dans le lac des Buttes-Chaumont, qui se trouve derrière le labyrinthe surmonté d'un temple mythologique et non loin du petit pont suspendu qui relie l'une à l'autre butte. Au moment de l'incendie, ce lac était une chaudière de cent mètres de tour, au fond de laquelle bouillait et éclatait le pétrole et d'où s'échappait cet effrayant nuage dont l'aspect a dû réjouir un moment le cœur des Prussiens.

La joie de nos ennemis sera tempérée lorsqu'ils apprendront que, grâce au concours de tous, l'incendie s'est borné à nous causer une perte pécuniaire peu considérable, et que, somme toute, l'accident des Buttes-Chaumont a fait plus de fumée que de mal.

Le rond-point de Courbevoie. — On vient d'établir une nouvelle batterie qui pourra bien répondre à celle que les Prussiens établissent sur les coteaux qui dominent Argenteuil. On la construit au rond-point de Courbevoie, à l'endroit où le second empire avait relégué la statue légendaire du *petit caporal*. Pour faire place aux pièces, le bronze au petit chapeau et à la redingote grise a dû descendre de son piédestal. Il n'a pas protesté contre cette nouvelle avanie que lui imposait son successeur.

Le ballon-poste de la butte Montmartre. — Les enrôlements à Lyon. — Les pompes anglaises. — Paris bloqué ne pouvait plus communiquer par ses chemins de fer, ni par ses fils télégraphiques, avec le reste de la France. Cela ne pouvait durer. Nadar, l'homme inventif, organisa un service de poste aérien. Il avait déjà installé son ballon captif sur la place

Saint Pierre de Montmartre pour surveiller de haut les mouvements de l'ennemi. Ce n'était pas assez pour son patriotisme. On avait besoin des nouvelles de la province, la province demandait des nouvelles de Paris. Il était nécessaire de faire parvenir à leurs adresses des dépêches importantes. Nadar se chargea de tout. Samedi dernier, à sept heures du matin, une voiture de l'administration des postes déposait sur la place Saint Pierre plusieurs énormes sacs cachetés. Le *Neptune*, gonflé de 1200 mètres cubes de gaz, attendait en se balançant majestueusement. A 7 h. 1/4, le chargement était fait. M. Duruof, un des deux lieutenants de Nadar, était dans la nacelle avec un employé supérieur des postes. Au commandement de : *lâchez tout*, le ballon s'enlevait à une hauteur de 1500 mètres et, poussé par le vent, se dirigeait en ligne droite dans la direction du Calvados. Il prit une vitesse de quinze lieues à l'heure, malgré son lest et son chargement de dépêches de deux cents kilos.

Au moment où le *Neptune* passa au-dessus des lignes prussiennes, on vit une nuée de petits papiers s'abattre sur les casques des troupes du roi Guillaume. C'étaient 4,000 cartes de visite cornées que Nadar envoyait aux Allemands. — Comment M. de Bismarck a-t-il pris la plaisanterie ? — A la prussienne, parbleu ! Il a inscrit sur son carnet rouge l'adresse de Nadar, pour lui faire brûler son atelier... quand il entrera dans Paris. Nadar peut dormir tranquille.

Grâce au service des postes aérien, la France connaît la situation de Paris et lira la belle circulaire de Jules Favre. De notre côté, grâce aux aéronautes, nous savons déjà que la province s'organise pour venir au secours de la capitale; que des armées se forment, que les mobiles se groupent, que les volontaires qui, comme ceux de Lyon, sur la place des Terreaux, se sont engagés pour rejeter le Prussien hors du territoire, se hâtent de se joindre à l'armée nationale. Toutes ces forces seront bientôt prêtes à marcher. Elles prendront à dos et à revers nos assiégeants. Elles manœuvreront de manière à agir de concert avec l'armée de Paris et à frapper le grand coup qui doit nous délivrer de l'invasion.

En attendant ce beau jour, il faut que Paris assiégé tienne bon. Paris tiendra. Il tiendra d'autant plus que l'Angleterre vient de lui envoyer un secours efficace, destiné à combattre le feu de l'ennemi : des pompes à incendie, locomobiles et à vapeur, chargées d'éteindre les incendies qu'allumeront les bombes. On a essayé ces instruments ces jours-ci sur la berge de la Seine, au pied du quai des Tuileries et du Louvre. Ils ont parfaitement fonctionné. Hurrah pour notre bonne alliée l'Angleterre !

MAXIME VAUVERT.

NOTES TROUVÉES AUX TUILERIES

Nous croyons devoir donner quelques-unes des pièces trouvées aux Tuileries après la proclamation de la République. Ce sont des notes historiques qu'il est bon d'enregistrer dans une publication dont on fait collection.

Copie d'une lettre de la reine de Hollande à M. d'André.

« 18 juillet 1866.

« Vous vous faites d'étranges illusions ! Votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine qu'il n'a diminué pendant la durée du règne. Vous permettez de détruire les faibles; vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin; vous acceptez un cadeau, et vous ne savez pas même adresser une bonne parole à celui qui vous le fait. Je regrette que vous ne croyiez intéressée à la question, et que vous ne voyiez pas le funeste danger d'une puissante Allemagne et d'une puissante Italie. C'est la *dynastie* qui est menacée, et c'est elle qui en subira les suites. Je le dis parce que telle est la vérité, que vous reconnaîtrez trop tard.

« Ne croyez pas que le malheur qui m'accable

dans le désastre de ma patrie me rende injuste et méfiante. La Vénétie cédée, il fallait secourir l'Autriche, marcher sur le Rhin, imposer vos conditions !

« Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute. Peut-être est-ce ma dernière lettre. Cependant je croirais manquer à une ancienne et sérieuse amitié si je ne disais une dernière fois toute la vérité.

« Je ne pense pas qu'elle soit écoutée, mais je veux pouvoir me répéter un jour que j'ai tout fait pour prévenir la ruine de ce qui m'avait inspiré tant de foi et tant d'affection. »

Cette lettre est, comme on voit, écrite pendant la guerre de Bohême, et au lendemain de la cession de la Vénétie à la France.

Copie d'une lettre du général Ducrot au général Trochu.

Cette copie se trouvait dans le cabinet de l'empereur, qui sans doute n'a jamais eu l'original entre les mains.

La copie a été prise, selon toute probabilité, par les employés du cabinet noir. — La note qui se trouve en tête, et qui indique 1° que la lettre n'est pas datée, 2° qu'elle est arrivée à Paris le vendredi matin, 7 décembre 1866, laisse peu de doute à cet égard.

On verra dans la pièce suivante (lettre de M. de Persigny à l'empereur) l'existence du cabinet noir hautement avouée.

Extrait d'une lettre du général Ducrot au général Trochu.

Cette lettre n'était pas datée; elle porte le timbre de Strasbourg et elle est arrivée vendredi matin 7 décembre 1866, à Paris :

« Puisque tu es en train de faire entendre de bonnes vérités aux illustres personnages qui l'entourent, ajoute donc ceci : Pendant que nous délibérons pompeusement et longuement sur ce qui conviendrait de faire pour avoir une armée, la Prusse se propose tout simplement et très-activement d'envahir notre territoire; elle sera en mesure de mettre en ligne 600,000 hommes et 1,200 bouches à feu avant que nous ayons songé à organiser les cadres indispensables pour mettre au feu 300,000 hommes et 600 bouches à feu.

« De l'autre côté du Rhin, il n'est pas un Allemand qui ne croie à la guerre dans un avenir prochain. Les plus pacifiques, qui, par leurs relations de familles ou par leurs intérêts, sont plus Français, considèrent la lutte comme inévitable et ne comprennent rien à notre inaction. Comme il faut chercher une cause à toutes choses, ils prétendent que notre empereur est tombé en enfance.

« A moins d'être aveugle, il n'est pas permis de douter que la guerre éclatera au premier jour. Avec notre stupide vanité, notre folle présomption, nous pouvons croire qu'il nous sera permis de choisir notre jour et notre heure, c'est-à-dire la fin de l'Exposition universelle, pour l'achèvement de notre organisation et de notre armement.

« En vérité, je suis de ton avis et je commence à croire que notre gouvernement est frappé de démence. Mais si Jupiter a décidé de le perdre, n'oublions pas que les destinées de notre patrie que notre propre sort à tous est lié à ses destinées, et, puisque nous ne sommes pas encore atteints par cette funeste démence, faisons tous nos efforts pour arrêter cette pente fatale qui conduit tout droit à des précipices.

« Voici un nouveau détail sur lequel j'appelle ton attention, parce qu'il est de nature à faire ouvrir les yeux les moins clairvoyants.

« Depuis quelque temps, de nombreux agents prussiens parcourent nos départements de la frontière, particulièrement la partie comprise entre la Moselle et les Vosges; ils sondent l'esprit des populations, agissent sur les protestants, qui sont nombreux dans ces contrées et sont beaucoup moins Français qu'on ne le croit généralement. Ce sont bien les fils et les petits-fils de ces mêmes hommes qui, en 1815, envoyaient de nombreuses députations au quartier général ennemi pour que l'Alsace fût retournée à la patrie allemande. C'est un fait bien à noter, car il peut être avec raison considéré comme

ayant pour but d'éclairer les plans et la campagne de l'ennemi. Les Prussiens ont procédé de la même façon en Bohême et en Silésie trois mois avant l'ouverture des hostilités contre l'Autriche.»

LA MITRAILLEUSE DE M. DE VOLTAIRE

Depuis quinze jours on fait appel aux ingénieurs, aux savants, enfin à tous ceux qui sont à même d'inventer, de découvrir un engin destructeur propre à s'opposer à la marche des envahisseurs.

Que n'a-t-on pas le secret de la fameuse machine de guerre dont Voltaire est l'inventeur, — oui, dont Voltaire est l'inventeur? Cela peut étonner de voir le grand philosophe, le paisible patriarche de Ferney, s'occuper d'engin pour détruire les hommes. — Eh bien, cependant, rien n'est plus vrai. Oui, Voltaire a eu aussi sa velléité belliqueuse, et sous les ombrages des *Délices*, il avait fait trêve à ses travaux littéraires pour confectionner une petite machine de guerre pouvant, selon lui, détruire CENT MILLE PRUSSIENS!

Nous en trouvons la preuve dans sa *Correspondance*, tome 57, édition Didot, page 166. Lettres à M. le maréchal de Richelieu, 1^{er} novembre 1756.

«... On prétend que le roi de Prusse mêle actuellement les piques de la phalange macédonienne à sa cavalerie. Ce sont les mêmes piques dont mes compatriotes les Suisses se sont servis longtemps.

« Je ne suis pas du métier, mais je crois qu'il y a une arme, une machine bien plus sûre, bien plus redoutable; elle faisait autrefois gagner sûrement des batailles. J'ai dit mon secret à un officier, ne croyant pas lui dire une chose importante et n'imaginant pas qu'il pût sortir de ma tête un avis dont on pût faire usage dans ce beau métier de détruire l'espèce humaine. Il a pris la chose sérieusement.

« Il m'a demandé un modèle; il l'a porté à M. d'Argenson. On l'exécute à présent en petit; ce sera un fort joli engin, — on le montrera au roi.

« Si cela réussit, il y a ra de quoi étouffer de rire que ce soit moi qui sois l'auteur de cette machine destructrice. Je voudrais que vous commandassiez l'armée, et que vous tuassiez force Prussiens avec mon petit secret.... »

Il ne lâcha pas son idée, croyez-le bien, car l'année suivante il écrit encore au maréchal de Richelieu (Aux *Délices*, 28 juin 1757) :

«... Donnez-vous le plaisir, je vous en prie, de vous faire rendre compte par Florian de la machine dont je lui ai confié le dessin. Il l'a exécutée; il est convaincu qu'avec six cents hommes et six cents chevaux on détruirait en plaine une armée de dix mille hommes.

« Je lui dis mon secret au voyage qu'il fit aux *Délices* l'année passée. Il en parla à M. d'Argenson, qui fit sur-le-champ exécuter le modèle. Si cette invention est utile, comme je le crois, à qui peut-on la confier qu'à vous ?

« Un homme à routine, un homme à vieux préjugés, accoutumé à la tiraille et au train ordinaire, n'est pas notre fait. Il nous faut un homme d'imagination et de génie, et le voilà tout trouvé. Je sais très-bien que ce n'est pas à moi de me mêler de la manière la plus commode de tuer des hommes. Je me confesse ridicule; mais enfin, si un moine, avec du charbon, du soufre et du salpêtre, a changé l'art de la guerre dans tout ce vilain globe, pourquoi un barbouilleur de papier comme moi ne pourrait-il pas rendre quelque petit service *in-cognito* ?

« Je m'imagine que Florian vous a déjà communiqué cette nouvelle cuisine, j'en ai parlé à un excellent officier qui se meurt, et qui ne sera pas par conséquent à portée d'en faire usage. Il ne doute pas du succès; il dit qu'il n'y a que cinquante canons, tirés bien juste, qui puissent empêcher l'effet de ma petite armoire, et qu'on n'a pas toujours cinquante canons à la fois sous sa main dans une bataille.

« Enfin, j'ai dans la tête que cent mille Romains et cent mille Prussiens ne résisteraient pas.

Le malheur est que ma machine n'est bonne que

pour une campagne, et que le secret connu devient inutile; mais quel plaisir de renverser à coup sûr ce qu'on rencontre dans une campagne !

« Sérieusement, je crois que c'est la seule ressource contre les *Vandales victorieux*. Essayez, pour voir, seulement deux de ces machines contre un bataillon ou un escadron. J'engage ma vie qu'ils ne tiendront pas. Le papier me manque; ne vous moquez pas de moi; ne voyez que mon tendre respect et mon zèle pour votre gloire, et non mon outrecuidance. »

Nous avons fait de nombreuses recherches pour trouver les traces de cette machine; mais la correspondance de Voltaire, son dictionnaire, sont muets à ce sujet, et il n'en est question que dans les deux lettres que nous venons de rappeler.

C'est bien dommage, en vérité, de ne pouvoir connaître le secret de cette petite armoire, qui peut-être est enfoui dans quelque dépôt d'archives; cependant, il serait si bon de voir manœuvrer et réussir un pareil engin! Tuer cent mille Prussiens d'un coup, et grâce à M. de Voltaire! que de reconnaissance on lui aurait !

DÉSIRÉ LACROIX.

LA BIBLIOTHÈQUE DE STRASBOURG

La collection se composait de plus de 200,000 volumes; elle était donc une des plus riches de la France et même de l'Europe. Ce qui lui donnait une valeur extraordinaire, c'était le grand nombre d'ouvrages rares, de manuscrits précieux, d'incunables qui s'y trouvaient réunis.

La bibliothèque était formée, à vrai dire, de trois collections.

La plus ancienne était celle du séminaire protestant. Le fonds en était composé de la bibliothèque de l'Université, établie en 1531 par le magistrat de Strasbourg. Elle avait été augmentée considérablement dans la suite par des achats, des dons faits surtout par des professeurs de l'Université.

Parmi ceux qui contribuèrent le plus puissamment à enrichir la collection, nous nommerons Jérémie-Jacques Oberlin, frère du vénérable et célèbre pasteur du Ban-de-la-Roche. D'après le catalogue fait par lui, le nombre des imprimés dont la date est antérieure à 1520 est de 4,300 environ; 1,444 d'entre eux ne portent pas de date précise. Au nombre des livres imprimés en Alsace dans la première période de l'imprimerie se trouvaient 600 volumes de la plus grande rareté et du plus haut prix. Strasbourg avait eu des imprimeurs célèbres au quinzième et au seizième siècle; il nous suffira de rappeler les noms de Jules Mentel, Marc et Jean Reinhard; Georges Husner, Jean Beckenbud, Martin Flach, Henri Knoblochzer, etc.

La collection de manuscrits de cette première bibliothèque contenait de très-beaux exemplaires, mais heureusement peu d'*unica*. Parmi les portraits, on en remarquait deux du fondateur de la bibliothèque, le *stettmeister* Jacques Sturm de Sturmeck, celui de Gustave-Adolphe, celui de Jean Képler, et une série de portraits de professeurs de l'Université.

La collection avait été enrichie en outre, en 1860, par un legs du professeur Kreiss, helléniste distingué, qui avait fait don au séminaire de toute sa bibliothèque, comprenant un grand nombre de volumes magnifiquement reliés, et surtout des éditions rares de classiques grecs et latins.

La seconde collection, celle de la ville, était plus considérable encore; elle était due en grande partie aux efforts d'Oberlin. Lors de la suppression des couvents par la grande Révolution, les différentes bibliothèques des couvents de Strasbourg menaçaient d'être dispersées. Oberlin sut empêcher cette perte et fit réunir promptement tous les volumes. La collection fut abritée d'abord dans la « maison des Chevaliers, » puis dans l'ancien séminaire épiscopal, ensuite dans l'école centrale, enfin dans le chœur du Temple-Neuf, où le directoire de la confession d'Augsbourg lui accorda un asile à côté de la bibliothèque du séminaire protestant.

Une partie considérable de cette seconde collec-

tion était formée par la bibliothèque de l'ancienne commanderie de Saint-Jean de Strasbourg. Avant la réunion de cette bibliothèque avec celle de la ville, elle avait perdu un grand nombre de manuscrits, environ 400, sans qu'il eût été possible de rentrer en leur possession ou d'en découvrir la trace dans une autre collection.

Un seul manuscrit, « *Mere von der Minne*, de maître Golfried, fut retrouvé par hasard. La plupart des manuscrits perdus se rapportaient à la théologie; quelques-uns, plus précieux et plus rares, contenaient d'anciennes poésies allemandes. Le catalogue des imprimés de cette bibliothèque avait été fait par Nicolas Weisslinger, celui des manuscrits par le professeur de l'Université Witter.

Enfin, à cette bibliothèque se rattachait une troisième collection, rangée à part, mais également accessible au public, et qui portait le nom de Schoepflin. L'illustre historiographe de l'Alsace, Jean-Daniel Schoepflin, avait légué, de son vivant, sa riche bibliothèque et sa précieuse collection d'antiquités égyptiennes, grecques, romaines et allemandes, fruit d'un travail intelligent et persévérant, poursuivi pendant quarante-sept ans, à la ville de Strasbourg. Il disait dans son testament que Strasbourg, « œil de l'Alsace, » devait posséder tout ce qui pouvait donner quelque lumière, porter quelque honneur à l'Alsace. Il n'avait réservé pour lui-même, et après sa mort pour sa sœur, qu'une rente de 4,200 francs.

(Le Temps.)

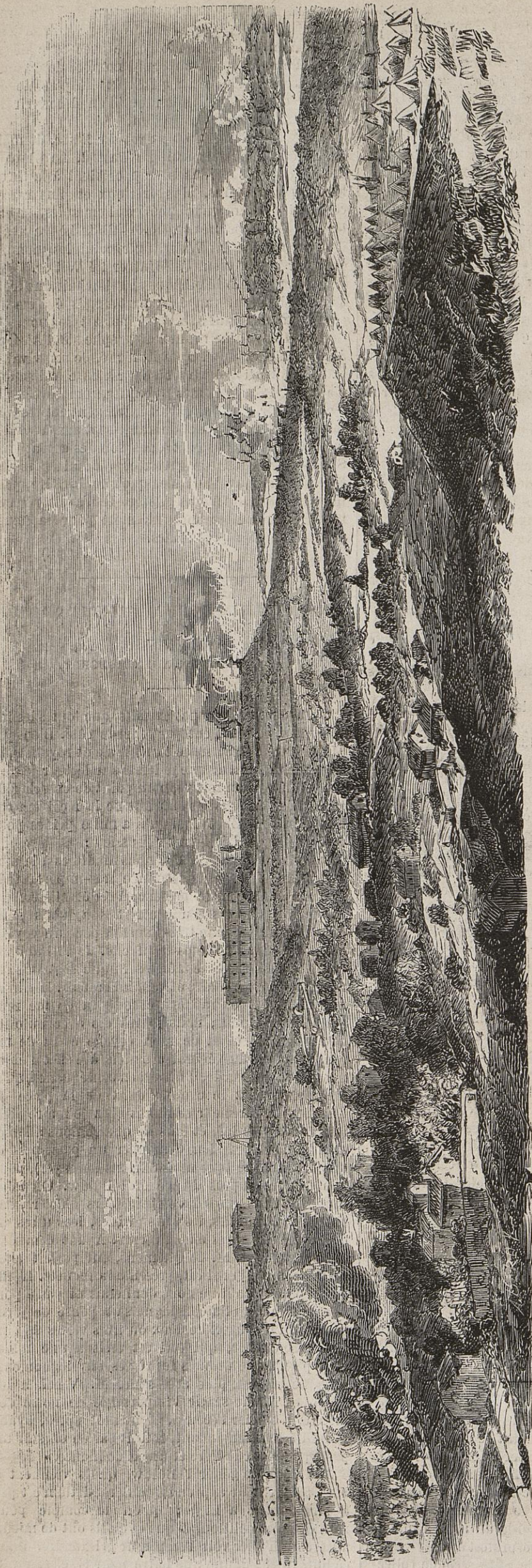
SOUVENIRS DE L'INVASION

VOYAGE D'UN AGENT SECRET.

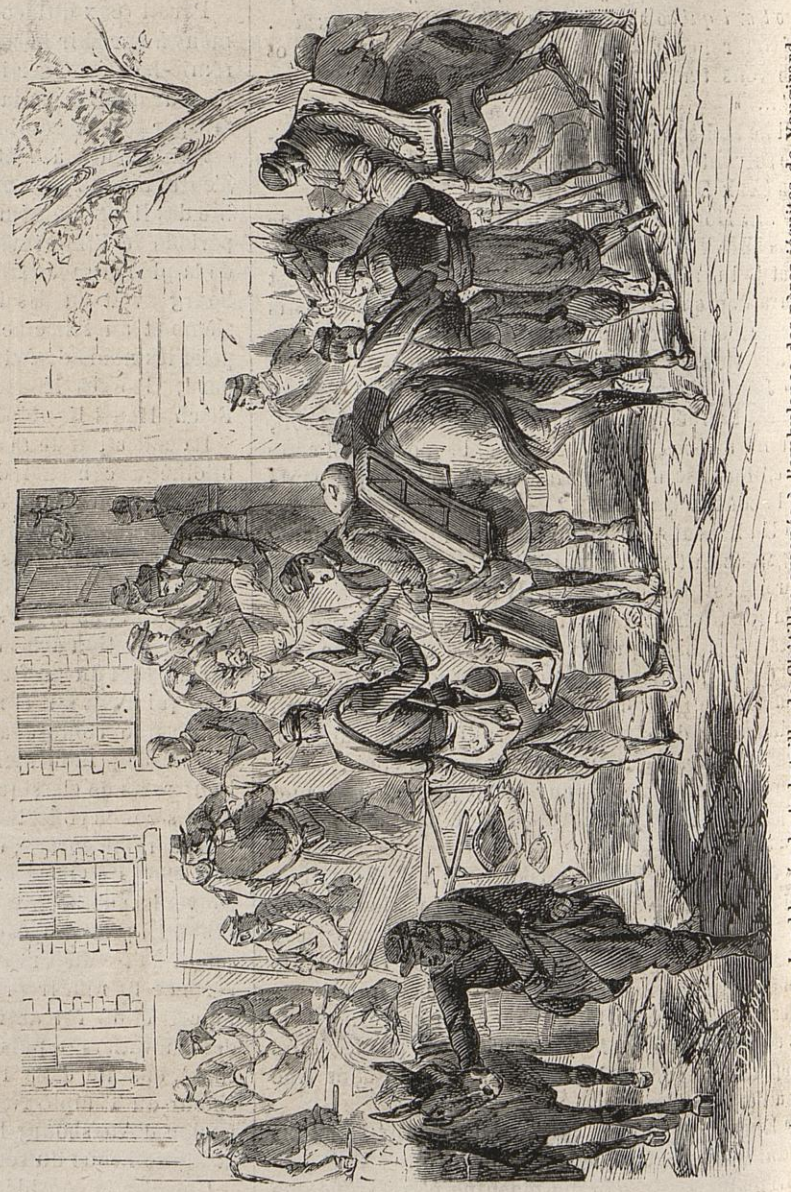
On a déjà vu, par nos extraits, que toutes les invasions se ressemblent par le triste côté. Bien que M. de Montaignac ne soit qu'un agent royaliste, et que, par une erreur que je laisse au lecteur le soin de qualifier, il en soit venu au point de chercher de tels alliés, ses amis les ennemis ne le reçoivent pas toujours bien. C'est ainsi qu'il a mille peines pour arriver jusqu'à l'état-major prussien :

« Arrivé à Chauny, nous nous rendîmes à la manufacture. Je regardais comme très-important de prendre acte de notre présence à cet établissement. Par là, dans le cas d'une arrestation, nous nous donnions un prétexte très-plausible pour un voyage entrepris dans un temps si difficile. Je visitai donc l'établissement avec le même soin que si j'avais été réellement propriétaire ou administrateur. Le directeur me remit son rapport, et me pria de me rendre à Saint-Gobin; mais je lui dis avec autorité que le but principal de mon voyage étant de me rendre auprès du général prussien, à l'effet d'obtenir une sauve-garde, il fallait, en conséquence, qu'il me menât chez le commandant de la place de Chauny. Le directeur se rendit chez le maire pour le prendre avec lui, et tous les quatre nous allâmes chez l'officier prussien demander un passe-port et une ordonnance (que nous offrions de payer), pour nous rendre auprès du général Bulow. On nous conduisit dans une salle où plusieurs officiers, entourés de bouteilles, les unes pleines, les autres vides, fumaient à qui mieux mieux. Ayant demandé le commandant, M. de Quémont, qui parlait allemand, comme je l'ai dit, présenta la requête. L'officier répondit qu'il ne nous donnerait ni passe-port ni ordonnance, et accompagna sa réponse de juréments, qu'il couvrit de deux ou trois verres de vin. Un autre officier, qui écrivait assis à une table, nous parut, selon toutes les règles physiognomoniques, devoir être plus accessible. M. Vinchon lui parla, et lui fit sentir l'importance de notre demande. L'officier l'écouta, et bientôt après, ayant raisonné le commandant, il finit par en obtenir un passe-port pour la Fère et une ordonnance. »

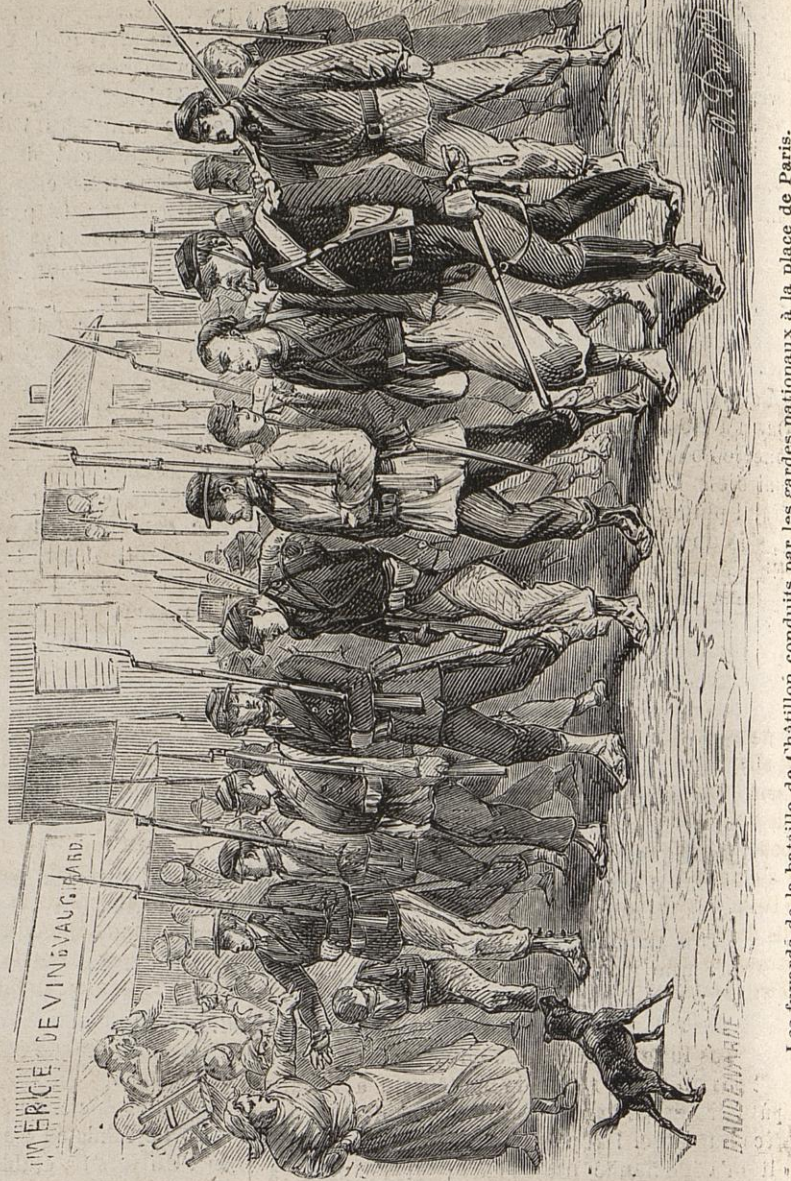
À la Fère, le général Bulow, qu'ils viennent à bout de voir, leur apprend que Bernadotte n'est pas à Laon, mais à Liège; qu'on le compte pour rien dans la coalition, et que ce qu'ils ont de mieux à faire est d'aller voir l'empereur Alexandre. Dans ce but, il leur donne une lettre pour Gneisenau, le



LA GUERRE. — Combat de Villejuif. — L'ennemi est refoulé au-delà de la Bièvre. — (Dessin de M. Deroy, d'après croquis de M. Darjou.)



SIÈGE DE PARIS. — Les blessés de la bataille de Châtillon amenés à l'ambulance des pères jésuites de Vaugirard. — (Dessin de M. Darjou.)



Les fuyards de la bataille de Châtillon conduits par les gardes nationaux à la place de Paris. — (Dessin de M. Darjou.)

chef d'...
faut a...
Laon...
d'elle...
la bou...
il y a...
« De...
sortie...
beaucc...
la Fèr...



DÉFENSE DE PARIS. — Établissement d'une redoute au rond-point de Courbevoie. — La statue de Napoléon I^{er} retirée de son piédestal.

chef d'état-major de Bülicher. C'est à Laon qu'il leur faut aller.

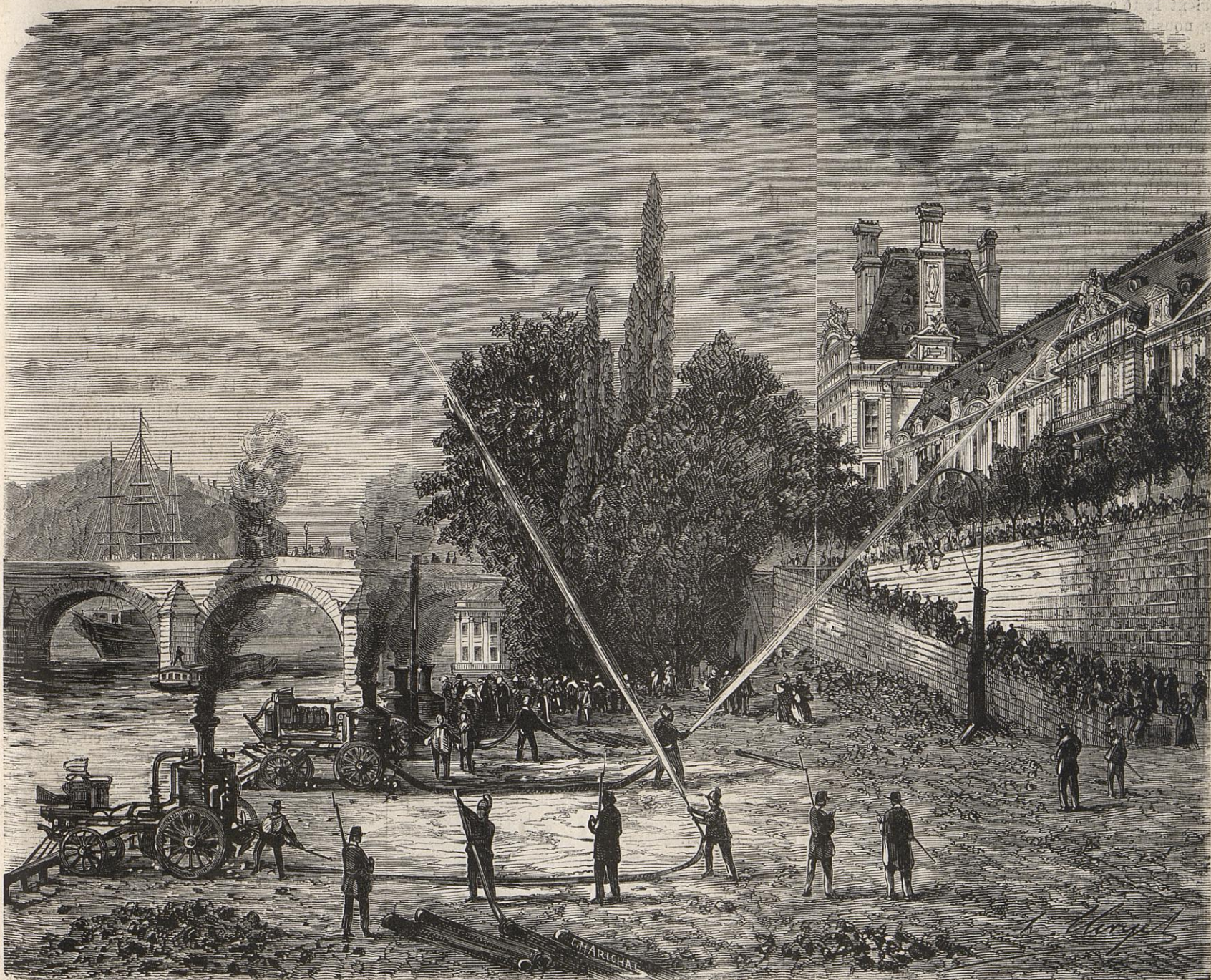
Laon, une pauvre ville qui fait encore parler d'elle aujourd'hui, et dont l'aspect ne doit, à part la boue, que trop ressembler à celui qu'elle offrirait il y a cinquante-six ans :

« De la Fère à Laon on compte cinq lieues. Dès la sortie de cette première ville, nous rencontrâmes beaucoup de trainards de l'armée qui avaient traversé la Fère pendant la nuit, et l'ordonnance devint

fort utile pour nous faire porter respect. Le long de la route, nous trouvions des chevaux morts, des caissons renversés, des roues brisées, des bivouacs abandonnés, et toutes les traces du séjour récent d'une armée. Mais quand nous approchâmes de Laon, le spectacle devint de plus en plus triste. Tous les arbres de la grande route étaient coupés. Bientôt nous aperçûmes, couvrant au loin la plaine, un immense camp de cavalerie; nous en approchâmes, et bientôt il fallut le traverser. Partout les

feux étaient allumés; et, pour les entretenir, nous apercevions des Cosaques montés sur le toit des maisons, occupés à détacher les poutres et les solives, pour se procurer du bois sec, et à cent pas de là était un bois.

« Laon, comme on le sait, est bâti sur un mamelon fort élevé qui rend la position formidable. Quand nous fûmes en vue de la ville, le soleil commençait à éclairer les faubourgs, d'où s'élevait la fumée. En approchant, nous reconnûmes que partie de ces



LE SIÈGE DE PARIS. — Essai au port Saint-Nicolas des pompes à incendie anglaises acquises par le Gouvernement français. — (Dessin de M. H. Clerget.)

faubourgs brûlait encore. L'aspect des maisons était hideux; plusieurs étaient ruinées ou à moitié brûlées. En montant vers la ville, nos regards tombèrent sur ces campagnes ravagées, couvertes d'hommes amenés de si loin par l'excessive ambition d'un seul homme.

« Nous eûmes peine à pénétrer dans l'intérieur de la ville. Elle était encombrée du corps d'armée du maréchal Blücher et de plusieurs corps russes. Nous cherchâmes une auberge, et ne pûmes trouver à nous loger. Enfin, il se trouva un endroit où nous obtînmes seulement une place près du feu. Après avoir rangé le cabriolet dans la rue, près de la maison, nous cherchâmes la demeure du général Gneisenau.

« On nous fit parler d'abord à un major qui refusait de nous laisser voir le général; mais ayant dit que nous étions porteurs d'une lettre du général Bulow, le major demanda alors cette lettre, la prit et la porta au général Gneisenau. Peu de temps après nous fûmes introduits.

« Nous retournâmes à l'auberge, ou plutôt à notre cabriolet. Rien n'était triste comme l'aspect de la ville de Laon. Un pied de fange, produit par les bivouacs des équipages, rendait le marché insupportable. Toutes les maisons étaient fermées. On ne rencontrait aucun habitant; chaque rue se trouvait encombrée par le mouvement des soldats et des chevaux, et par les nombreux caissons et les voitures de toute espèce qui se trouvaient partout. La faim nous pressait; nous entrâmes dans l'auberge près de laquelle nous avions remis le cabriolet. La cuisine était remplie de soldats prussiens; une partie entourait la cheminée et fumait; d'autres étaient à table et buvaient; d'autres causaient, chantaient, injuriaient les hôtes, et faisaient mille demandes qu'on ne pouvait satisfaire. Les pauvres aubergistes avaient la tête perdue. Au milieu de leurs embarras, nous tâchâmes de leur parler. Des voix françaises attirèrent d'abord leur attention; mais quand ils entendirent qu'on demandait à dîner: Je n'ai rien, absolument rien, fut la seule réponse. Je trouvais un moment pour causer avec la maîtresse de l'auberge. Elle me fit le récit de ses misères. Elle avait trente-deux soldats et huit officiers à nourrir. Ses provisions étaient à peu près achevées, et le désespoir allait s'emparer d'elle; car n'ayant guère que pour deux jours de nourriture, elle serait absolument obligée d'abandonner sa maison pour ne pas s'exposer aux fureurs de ces soldats, quand il faudrait leur annoncer qu'elle n'avait plus rien à leur donner. Je tâchai de lui faire prendre courage. Il était impossible que le maréchal Blücher voulût laisser toute une armée dans la ville de Laon. Les autres maisons devaient être aussi épuisées que la sienne. Les réclamations étaient générales. Peut-être, dès le lendemain, tous ces corps d'armée recevraient-ils l'ordre de se porter en avant. L'espérance rentre aisément dans le cœur de l'homme. La pauvre aubergiste reprit son ouvrage avec plus de cœur, se mit de nouveau à servir ses hôtes importuns, et bientôt même nous la vîmes très-mystérieusement nous appeler dans une salle éloignée, et nous y porter un petit plat, comme pour nous remercier de lui avoir rendu le courage.

« Le repas que nous fîmes n'était ni magnifique ni copieux; notre faim ne s'en trouva pas tout à fait assouvi; mais, enfin, c'était une bonne fortune dont il fallait se trouver heureux. Je passe sous silence le spectacle que nous eûmes tout le jour dans notre oisiveté. Ce mouvement d'une ville conquise, ces soldats de différents princes unis dans une même haine, ces figures étrangères, tout donnait à nos pensées un mouvement triste: il y avait là je ne sais quelle image du chaos et des passions déchaînées des hommes.

« A cinq heures, M. Vinchon et moi nous nous rendîmes chez le général Gneisenau. Il était encore enfermé dans son cabinet et occupé à écrire au prince Wolkonski, comme nous l'apprîmes du major, officier fort poli, que nous trouvâmes en ce moment sortant de table avec quatre ou cinq aides de camp du général. Tous ces officiers parlaient français. On leur apporta du café, et ils nous en offrirent. La conversation s'engagea sur les provinces déjà ravagées. Un grand officier, blond et maigre, se leva brusquement et se mit à faire une violente diatribe contre la France. Selon lui, c'était un pays

misérable, où l'on ne trouvait que des cailloux, de la craie ou du sable. Avant la guerre, ajouta-t-il, j'ai voyagé. J'ai été deux fois à Paris. Qu'est-ce que votre Champagne?... Et il était aisé de voir qu'il jugeait la France par cette province. — C'est un fort triste pays pour l'œil, j'en conviens; mais il a des produits, cependant, dont tout le monde s'arrange (et il y avait justement sur la table des bouteilles de vin de Champagne), et je ne sais si la craie de la Champagne n'est pas préférable aux sables de la Poméranie. — Dans votre maudite France, le paysan est si misérable, qu'on ne saurait trouver à vivre un jour chez le plus riche. — Je conviens que le paysan n'est pas aussi aisé que celui de l'Allemagne; mais vous exagérez sa misère: vos soldats entrent dans un village; vous demandez sur-le-champ de l'eau-de-vie, du tabac, du café, et vous êtes tout surpris de ne trouver que fort peu de ces denrées... Mais il ne faudrait pas cependant juger tout à fait par-là de l'aisance du pays. Cette misère s'explique par les habitudes. En France, et surtout dans les pays que vous venez de parcourir, jamais un paysan ne fume, il ignore ce que c'est que le café. Il use même très-modérément d'eau-de-vie; il est donc simple que vous ne trouviez aucun de ces objets dans nos villages; et cependant je vois bien que c'est ce défaut de tabac, d'eau-de-vie et de café qui aggrave ici les maux de la guerre. En effet, un détachement entre dans une maison, il demande avec autorité, et il entre en fureur au refus d'une chose qu'on n'a pas, et qu'il croit qu'on lui cache par obstination ou par haine. Convenez que plus d'une fois, en Prusse, vos villages ont souffert pour une cause pareille, quand nos soldats frappaient vos paysans pour avoir du vin. Le soldat est aveugle, et croit que tous les pays produisent également les choses dont il a coutume d'user; mais l'officier devrait voir d'un œil plus juste, et ne pas s'indigner lorsqu'il manque de café dans un village de Champagne, ou de vin dans une ferme de l'électorat de Brandebourg.

« Tous les officiers, excepté celui avec lequel je discutais, furent de mon avis. »

LORÉDAN LARCHEY.

PARIS D'HIER, PARIS D'AUJOURD'HUI

En rouvrant les chroniques d'Auguste Villemot, dit M. Paul de Victor dans une page sympathique sur notre regretté confrère, nous avons revu comme dans un rêve le Paris du bas-empire qu'il racontait au jour le jour, avec une raillerie sagace, quoique trop indulgente. Deux mois semblent avoir reculé à l'arrière-plan de deux siècles ce Paris orgiaque et carnavalesque, affamé de jouissances, délirant de luxe, affolé de curiosités malsaines et d'engouements scandaleux, tournant tout en dérision et en parodie, dont le régime césarien avait fait l'auberge banale et débauchée de l'Europe.

On y repasse de page en page tous ses excès et tous ses scandales, l'ostentation du vice, la curée des intérêts, le déchaînement des cupidités, l'apothéose du plaisir, l'encouragement ouvert à tout ce qui pouvait amoindrir les âmes. Ce Paris-là, Dieu merci, a été tué, ou, pour mieux dire, guéri par la guerre. Sa flamme a brûlé les miasmes qui le gangrenaient; il sort purifié de ce coup de foudre. Paris a cela d'admirable, que la corruption ne l'atteint jamais jusqu'au cœur. On le croit énérvé, perdu, ivre-mort; d'une heure à l'autre, il dépouille ses oripeaux de ville de joie et se relève cité héroïque. La hauteur de ses élans égale la profondeur de ses chutes. Hier une foire, aujourd'hui un camp. Avec quelle élasticité virile, quelle admirable souplesse il s'est redressé devant l'ennemi! Comme il s'est assimilé rapidement toutes les mâles vertus, toutes les vaillantes énergies que les milices de la province viennent d'apporter dans son sein! En quelques jours, son peuple s'est fait armée. De toutes ses classes il n'a fait qu'un corps, de toutes ses volontés il n'a fait qu'une âme, de toutes ses discordes qu'une fraternité. Le voilà debout sur ses murs, couvrant et affirmant la patrie. Tant que battra ce cœur de la France, pas un morceau de ses membres ne pourra lui être arraché.

(Liberté.)

VIEUX PAPIERS

M^{me} DE KRUDNER. — LE COMTE DE LAURAGUAI

[Suite]

« Pardonnez-moi la longueur de ma lettre et tous les détails minutieux qu'elle contient; mais vous m'avez montré tant d'amitié, je vous aime tant, que vous vous intéressez sûrement à moi. Oui, je vous aime du fond du cœur. Si vous n'aviez que des lumières, des connaissances, des talents, je vous admirerais; mais vous joignez à cela la bonté, et elle seule attache. Je vivrai longtemps dans ce petit jardin, dans cette volière, près de cette ruche, dans une simple habitation où, sans me connaître, vous me reçûtes avec votre touchante aménité, où bientôt vous m'accueillîtes. Je vous y verrai toujours, vous qui m'avez rappelé l'antiquité que j'aime tant, qui, au sein d'une philosophie mise en pratique, instruisez les hommes et devez les rendre meilleurs, et qui, au milieu du luxe de Paris et de ses brillants plaisirs, en êtes séparé par l'intervalle immense qu'il y a entre la folie et la sagesse.

« J'espère que votre santé est aussi bonne que je le désire, et si vos occupations vous permettent deux lignes pour moi, parlez, je vous en prie.

« Agréez encore une fois les assurances de cette amitié que vous m'avez inspirée pour la vie, à laquelle je joins la plus profonde vénération et le plus vif désir de conserver toujours une place dans votre souvenir. Oui, l'attachement que vous m'assurâtes encore quand je vous quittais et que j'étais si touchée, m'est un garant précieux de votre souvenir éternel. J'aime à me le dire, et j'irai un jour le réclamer de vive voix.

« Je suis, avec les sentiments les plus distingués, votre très-humble et très-obéissante servante,

« VICTINGHOFF, baronne de Krudner. »

« Permettez-moi de vous demander si vous êtes tranquille à Paris et veuillez me dire si vous croyez que la suite des *Confessions* de Jean-Jacques, que j'ai vue annoncée, soit bien de lui. »

L'autre lettre est à elle seule tout un incident complet. On avait joué au Vaudeville une comédie dans laquelle on donnait à Sophie Arnould, de galante mémoire, un rôle des plus fâcheux: le comte de Lauraguais, son ami et amant, et son fidèle ami, ne put se résoudre à laisser passer cette injure posthume, et il s'en plaignit et au comte Dubois, préfet de police, et au directeur du théâtre, Barré, auquel il adressa cette spirituelle épître:

« Paris, 17 vendémiaire an XIII (1805).

« Voici la copie d'une belle lettre qu'hier je ne croyais apparemment pas écrire à M. Dubois, votre préfet et le mien; mais quand on ne peut répondre de rien, il faut bien répondre à tout, n'est-il pas vrai? C'est aussi le parti que j'ai pris, avec la précaution convenable pour un pauvre diable d'homme de lettres comme moi écrivant à un magistrat et à celui de la police, de m'appuyer sur Cicéron et de demander la main à M^{me} la maréchale Lefebvre, de peur de faire fausse route, ou même de broncher dans la bûche. Dussiez-vous rire sous cape de l'embarras où j'étais et me dire que je ne m'en serais pas si bien tiré sans leur secours, loin d'en disconvenir, je ne fus jamais si loin de leur refuser la reconnaissance que je dois à leurs services, qu'à l'instant où je sollicite le vôtre auprès de votre terrible magistrat. Mais pour vous engager à me le rendre, j'emploie des intercesseurs moins graves que Cicéron et M^{me} la maréchale Lefebvre: le motif qui vous déterminera sera encore plus puissant. Vous fûtes l'ami de M^{lle} Arnould, et sans doute rien n'a pu vous faire oublier que Plautus disait: « *Is amicus est qui in re dubia te juvat ubi res est usus* », et que Térence avait mis sur la scène cette sentence des philosophes: « *Nam vetus verbum hoc quide n est communia esse amicorum ante se omnia.* » Aussi M^{lle} Arnould et vous eûtes-vous pour amis communs Favart et Colé; prenez donc leur parti. Si de leur temps, qui fut le mien, on cherchait l'esprit que La Fontaine et Racine n'avaient jamais cherché, les chercheurs d'esprit de Favart se

trouvent du moins, et Colé fit encore mieux, car il tira la vérité de son puits et la mit dans le vin : il versa et donna plusieurs fois de ce vin, et vous en avez sûrement encore quelques bouteilles. Baissez un coup à la santé de ces morts, et si vous avez souffert qu'on fit une vertu à la diable de Fanchon la vieilleuse, à laquelle, ainsi que moi, dans les orgies de notre jeunesse, vous donnâtes peut-être un petit escu à vos risques, périls et fortune, vous ne souffrirez pas qu'on déshonore la mémoire de M^{lle} Arnould, qui vécut dans la meilleure compagnie de la France, ou bien que l'auteur de ce te farce croye bonnement célébrer les talents et l'esprit de M^{lle} Arnould en la rendant rivale de Fanchon la vieilleuse. Cette méprise serait apparemment fort plaisante, et alors quand la pièce ennuerait, l'auteur ferait rire. Mais je ne saurais consentir à lui laisser la ressource de cette équivoque. M^{lle} Arnould brilla sur un autre théâtre que Fanchon, et si les succès mérités de Favart et de Colé donnèrent le nom de théâtre aux tréteaux de la foire, ils se seraient bien gardés d'y faire monter M^{lle} Arnould. Ils n'étaient pas gens à prétendre accorder la lyre de M^{lle} Arnould avec la vielle de Fanchon, et savaient admirer sur le Théâtre des Arts et la scène française, l'art qui embellit encore le chef-d'œuvre de Quinault, de Racine, de Gluck et de Piccini. Bonsoir, mon bon ami; le vieillard va se coucher et vous embrasse de tout son cœur. »

Louis-Léon de Brancas, comte de Lauraguais, puis duc de Brancas, avait alors 72 ans; c'était un savant consommé, un écrivain estimable et un causeur plein de verve et d'esprit. Ses bons mots sont restés célèbres, et cette lettre prouve qu'il avait la mémoire du cœur.

E. DE PIERRE-MONNAIS.



Les comédiens armés. — Thalie au corps de garde. — Entretiens de la rue. — Physionomies diverses. — Les vivandières du 6^e bataillon.

Dans le jardin du Palais-Royal, gai, brillant, inondé de soleil, où les rondes d'enfant contrastent avec les exercices militaires, deux jeunes gardes nationaux m'ont, tout à l'heure, frappé sur l'épaule. C'étaient les frères Coquelin de la Comédie-Française. Ils allaient rejoindre leur bataillon aux Ternes; car tout le monde en est là, et, dans ce grand mouvement patriotique, les acteurs n'ont pas été des derniers à se manifester. Qu'est-ce après tout pour eux, sinon un rôle nouveau à apprendre et à jouer? Ils ont prouvé une fois de plus leur habileté à se transformer. Soyez certains qu'ils feront réussir la pièce.

Les voilà à leur poste, résolus, confiants, prêts à entrer en scène et bien disposés à « donner la réplique », je vous le promets. Les voilà tous, non seulement ceux de la Comédie-Française, mais aussi ceux des autres théâtres, grands et petits. Berton père et Berton fils ont la plus vaillante mine du monde sous leurs uniformes. Laray semble continuer à la ville le personnage de Lorin du *Chevalier de Maison-Rouge*. Le doux et placide Thiron montait l'autre soir sa garde au palais du Corps législatif.

Ce sont à chaque pas, à chaque minute, des rencontres et des étonnements, suivis de propos dans ce goût :

— Bah! vous aussi!
— Certainement.
— Quel est votre bataillon? votre compagnie? votre secteur? Etes-vous allé au bastion?
Un jeune premier accoste un père noble :
— Je croyais, lui dit-il, que votre âge vous exemptait du service.
— Il n'y a plus d'âge!
— Mais votre vue faible et basse..
— J'ai retrouvé mes yeux de vingt ans!
La vérité est qu'on vit rarement un tel entrain, un tel ensemble, une telle union vers un même but. Ces gens de théâtre ne peuvent pas perdre l'habitude de « brûler les planches. » Ceux de

l'Ambigu et de la Porte-Saint-Martin n'ont presque pas eu à changer leurs allures pour se trouver au niveau de la situation : leur répertoire n'est il pas un répertoire de coups d'épée et de coups de lance? Buri lan n'a-t-il pas sa place toute marquée aux remparts?

Parlez-moi du 6^e bataillon, recruté parmi le personnel de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Ah! le beau bataillon! Là se trouvent Caron, Vois, Melchissède, Couderc. Couderc surtout est enragé d'exercices; il lui en faut trois fois par jour, une de plus que ses camarades. Mais ce n'est rien, cela. Le grand prestige du 6^e bataillon, sa supériorité réside dans ses vivandières. Devinez qui sont ces vivandières? Je vous le donne en mille. Tout simplement deux des plus charmantes actrices de Paris : M^{lle} Massin et M^{lle} Magny. Comment un tel bataillon ne serait-il pas invincible?

Berthelier, si plaisant en prince bavarois dans *l'Île de Tulipatan*, Berthelier est très-digne en garde national. Il faut l'entendre crier : *Halte au fallot!* de cette même voix si preste à dégoiser les rondeaux d'opérette.

Ces braves comiques! Ils n'ont pas voulu céder leur part du danger et de la fatigue. Gil Pères couche sous la tente, comme s'il n'avait jamais fait que cela toute sa vie. Son sang-froid, sa verve caustique, son esprit très-fin, ne l'ont pas abandonné un seul instant. Il est l'idole de sa compagnie, un autre public pour lui. — Hyacinthe avait déjà fait ses preuves; il les recommence à présent. Mais ce n'est plus l'épique timbalier de la banlieue de Montmartre. *Les timbaliers étaient passés!* comme dit la ballade. Hyacinthe a troqué sa paire de timbales contre un excellent chassépot qui fera merveille entre ses mains gigantesques.

Je ne peux pas remplir ces colonnes de tous les noms des artistes sous les armes. Il est plus court de crier : *Tous! tous!* comme dans ces représentations enthousiastes dont le souvenir est déjà si loin de nous. Incroyable époque, qui apprête une terrible besogne aux chroniqueurs de l'avenir!

Tous les théâtres sont convertis en ambulances; c'est pour le mieux. J'ai raconté, il y a quinze jours, comment dans une crise analogue, en 1792, ils avaient fermé leurs portes. Il est vrai que le peuple d'alors improvisa et en bâtit d'autres en plein vent, sur lesquelles des amateurs patriotes s'en vinrent jouer des à propos guerriers, des dialogues de circonstance. On y chantait ce refrain, entre autres, au son du violon d'un ménestrier :

La patrie est en danger!
Affligez-vous, jeunes fillettes.
La patrie est en danger!
Tous les garçons vont s'engager.
Ne croyez pas que l'étranger
Vienna pour vous conter fleurettes.
Il vient pour vous égorger....
La patrie est en danger!

Nous sommes plus sobres de ces manifestations; mais notre énergie n'en est pas moins intense pour cela. Et quant à la Société des artistes dramatiques, accoutumons-nous dès aujourd'hui à la compter au nombre des plus fermes légions de la défense nationale.

CHARLES MONSELET.

CHRONIQUE MUSICALE

ABOLITION DE LA CENSURE THÉÂTRALE

La censure théâtrale vient d'être abolie. Ce n'est pas sans joie que nous en avons appris la nouvelle par les journaux, car cette institution, timorée et tacane au premier chef, a parfois cherché des chicanes d'Allemand à nos théâtres lyriques.

Pour donner une idée de ses sévérités exorbitantes, je rappellerai qu'il y a dix ans, on cita comme une faveur singulière, inespérée, improbable, la permission qu'elle accorda à M. L'huander d'introduire quatre mesures du *Chant du départ* dans son opéra d'*Yvone*. Il est vrai que le sujet de la pièce était tiré de l'histoire des guerres de la Révolution. Pourtant ces quatre mesures, prudemment confiées aux cordes les plus sourdes de la contre-basse, furent considérées comme téméraires en plein règne de Napoléon III et de sa fidèle censure.

Si nous voulions faire l'histoire de la censure, il nous faudrait remonter à Charles VI, qui en fut l'inventeur (en punition de quoi il devait mourir fou). Ce fut ce roi idiot qui, le 4 décembre 1402, octroya aux frères de la Passion le premier privilège de théâtre dont les historiens fassent mention.

« Donnons et octroyons, — dit cette pièce curieuse, — auctorité, congé et licence de faire et jouer quelque misterre que ce soit, soit ladite Passion et Resurrection, toutes et quantes fois qu'il leur plaira.... présents à ce, trois, deux, ou l'un d'eux qu'ils voudront estire de nos officiers, sans pour ce commettre aucune offense envers nous et justice. »

Ces officiers n'étaient autres que des censeurs jouant à peu près le rôle des commissaires de police.

Pourtant de nouvelles troupes de comédiens se recrutèrent bientôt parmi les clercs de la basoche, dont la belle humeur éclata sous la forme satirique de *soies*, de *farces* et de *moralités*. Or, ces parades audacieuses firent pleuvoir leurs traits sur les puissants de l'époque, sans même épargner les proches du roi. Mais ce jeu était dangereux, et les clercs de la basoche, qui s'accordaient l'épithète de « joyeux, » eurent souvent à rabattre de leur joyuseté, car plusieurs furent pendus.

Eh bien, il paraît que la gaieté française est quelque chose de si volatil, qu'il n'est ni législateur, ni censeur, ni bourreau qui la puisse contenir. Les épigrammes continuèrent à griffer de droite et de gauche tous les personnages dont l'orgueil rend l'épiderme chatouilleux; et je m'imagine que c'est à partir de ce moment que le théâtre commença à être suspect aux gouvernants.

Cette petite guerre se prolongea avec des chances diverses sous les règnes de Charles VII et de Louis XI.

Enfin Charles VIII inventa un moyen de répression auquel ses prédécesseurs avaient certainement songé au fond de leur cœur; ce moyen, aussi simple que brutal, était la suppression de plusieurs théâtres.

Il est vrai que Louis XII, si soigneux de sa popularité, revint sur ces mesures tyranniques et accorda de grandes libertés aux théâtres. Si l'on veut bien considérer ce qu'était alors la société française et l'idée qu'on s'y faisait de l'autorité royale, on jugera du libéralisme de Louis XII sur ce passage que nous extrayons de Brantôme :

« Etant rapporté un jour au roy que les clercs de la Basoche, et les écoliers aussi, avaient joué des jeux où ils parlaient de lui et de sa cour, et de tous les grands, il n'en fit autre semblant, sinon de dire qu'il fallait qu'ils passassent leur risée, et qu'il permettait qu'ils parlassent de lui et de sa cour, mais non pourtant du règlement, et surtout qu'ils ne parlassent de la reine sa femme en faux quelconque, autrement qu'ils les ferait tous pendre. »

Il faut avouer que cette dernière disposition manquait d'aménité. Mais aussi quel grand besoin pouvait-on avoir de houspiller M^{me} la reine quand on avait à se mettre sous la dent le roi, sa cour et tout le royaume? La pâture était assez copieuse; dans la suite, il y a même eu des temps où l'on a su se contenter d'un plus maigre régal.

François I^{er}, en 1538, rétablit la censure dans toute sa rigueur; et, quelques années plus tard, cette censure, qui ne portait que sur les manques de respect à la majesté royale, s'étendit aux sujets religieux, lesquels furent interdits.

Qui le croirait? ce fut Henri IV qui porta les coups les plus terribles à la liberté du théâtre. La censure, qui avant lui n'était que répressive, il la rendit préventive. Dans l'ordonnance qu'il édicta en 1609, il est dit : « Défendons aux comédiens de représenter aucunes comédies qu'ils ne les aient communiquées au procureur royal, et que leur rôle au registre ne soit de nous signé. »

Telles étaient les volontés d'un roi que la légende nous montre cependant d'une humeur plus accommodante. Son fils Louis XIII rétrécit encore le cercle d'action des théâtres...

...Mais c'est trop nous amuser à l'histoire ancienne, quand l'histoire contemporaine doit nous absorber tout entier. Laissons là les rois de France, et allons nous occuper du roi de Prusse qui, depuis quelques jours, se promène à une portée de canon et demie de nos fortifications.

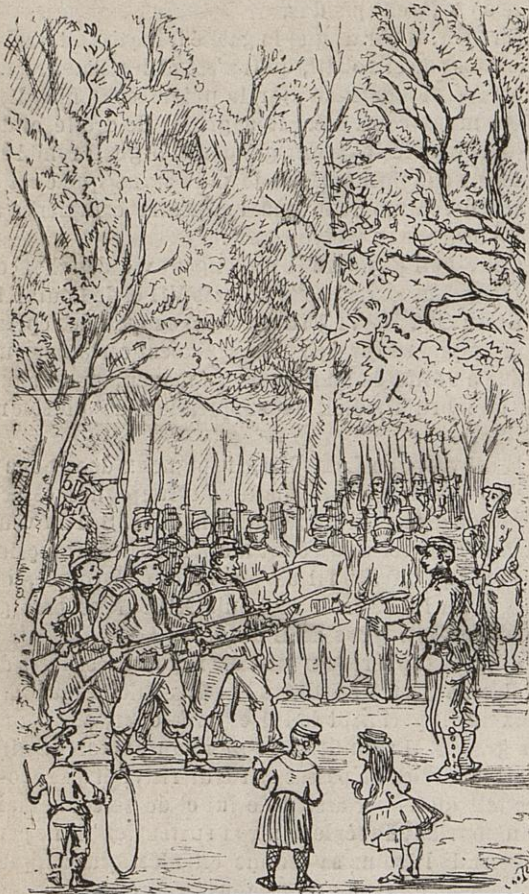
ALBERT DE LASALLE.

LES RUES DE PARIS

DESSINS DE CRAFTY



Tout Paris est sous les armes, soldats, mobiles, gardes nationaux anciens et nouveaux; chacun a son fusil, — chassepot ou tabatière, — et s'exerce avec une activité fébrile.



Les mobiles de la province donnent l'exemple; de six heures du matin à la nuit tombante, ils manœuvrent aux Champs-Élysées, dans les allées et contre-allées, — sous les yeux de vieux soldats qui commencent à n'avoir plus rien à leur apprendre.



Les massifs qui bordent le Palais de l'Industrie sont affectés au campement des dragons. Les chevaux piaffent et hennissent, les hommes se reposent et bâillent à gorge déployée en attendant le moment de l'action.



Sur les chaises Tronchon, les gandins et les élégantes ont fait place aux moblots, qui s'y précipitent au commandement : En place! Repos



Dans les plus petites rues, on sent également la guerre; tout porteur de chassepot est forcé de faire un cours public sur le maniement de l'arme dont il est dépositaire.



Les infirmiers des deux sexes de la convention de Genève, brassard au bras, courent aux ambulances, tandis que les anciennes marchandes de bouquets accrochent aux boutonnières des passants des médailles républicaines.



Là, un fiacre bondé de turcos, trotte péniblement vers l'enceinte aux acclamations des gamins de la capitale.



Ici, voici la ronde major qui vient visiter l'un des nombreux postes confiés à la garde rationnelle reconstituée.



Enfin, terminant la marche, arrive péniblement l'une des dernières voitures de déménagement qui entreront dans nos murs. Les voyageurs qui la garnissent n'ont voulu quitter leur maison qu'à la dernière minute, après avoir vu à l'horizon les casques pointus des Prussiens.

ÉCHECS

Solution du problème n° 347.

- 1. F 7 CR
 - 2. F 8 FR
 - 3. F 7 C, échec et mat.
- (1)
- 2. C 6 R ou C 6 F, mat.
- (A)
- 2. C 6 R, échec
 - 3. C pr. PFD, échec et mat.
- (B)
- 2. C 5 FR, échec et mat le coup suivant.
- (C)
- 1. C pr. P (Var.)
 - 2. R pr. P (1)
2. Autre coup.
- 1. R 4 F
 - 2. R 5 C
- 1. C 6 F
 - 2. P pr. C, et mat le coup suivant.

Les solutions commençant par C 6 R, échec, suivi de T 8 FR, sont détruites par cette réponse des noirs au second coup : C 5 D, échec.
Solutions justes : MM. L. de Croze, à Marseille; Stienon de Meurs; E. et H. Frau, à Lyon.

P. JOURNOUD

LE RÉPARATEUR A BASE DE QUINQUINA rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.

En vente à la librairie E. LACHAUD, 4, place du Théâtre-Français, Paris.

CARTES-POSTE

ET PAPIER DÉGLEMENTAIRE

POUR LA CORRESPONDANCE AVEC LES DÉPARTEMENTS PENDANT L'INVESTISSEMENT DE PARIS

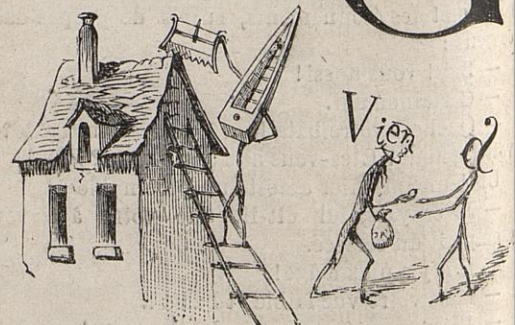
I. — CORRESPONDANCE OUVERTE

Cartes-poste, avec adresse formulée au verso.
Prix, par paquet de 25 cartes... 4 fr.
— le cent... 3 fr.

II. — CORRESPONDANCE FERMÉE

Papier à lettre avec la formule de l'adresse.
Prix, la ramette de 100 feuilles... 3 fr. »
— le cahier de 25 feuilles... 1 »
— le cahier simple... 20 »

RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

Paris se défendra à outrance.

PARIS. — IMPRIMERIE JANNIN, 13, QUAI VOLTAIRE